

ASSOCIATION DES SCENES NATIONALES

Les scènes battent la campagne
Faire de la création une question publique

* * *

Colloque organisé au Centquatre
Les lundi 26 et mardi 27 mars 2012

Compte rendu des débats du mardi 27 mars 2012

SOMMAIRE

Présidentielles : quelles visions pour les arts et la culture ?.....	3
Où en est la décentralisation culturelle ?.....	14
Premier débat avec la salle	29
Deuxième débat avec la salle	33

ASSOCIATION DES SCENES NATIONALES

Colloque des lundi 26 et mardi 27 mars 2012

Compte rendu des débats du mardi 27 mars 2012

Ouverture des débats : 9 h 35.

Michel Orier.- La matinée est prévue en deux parties :

- une première table ronde avec Christophe Prochasson, Nicolas Bouchaud et Emmanuel Laurentin intitulée « Présidentielles : quelles visions pour les arts de la scène et la culture vivante ? » qui va nous permettre un échange sur les programmes des différents candidats à l'élection présidentielle.
- une rencontre avec l'ensemble des représentants des candidats qui ont accepté notre invitation : Alain Hayot pour le Front de gauche, Marie-Christine Blandin pour les Verts, Aurélie Filippetti pour le Parti socialiste, Franck Riester pour l'UMP et Jean-Luc Bennahmias pour le MoDem.

Je vous souhaite une bonne matinée.

Présidentielles : quelles visions pour les arts et la culture ?

Emmanuel Laurentin.- Bonjour à tous. Nous allons faire un débat court qui va durer exactement une heure. Je vous prie en effet de m'excuser par avance de devoir vous quitter pour rejoindre la Maison de la radio pour un enregistrement que je dois faire ensuite. Nous sommes avec :

- Nicolas Bouchaud, comédien, qui a joué sous la direction d'Etienne Pommeret et de Philippe Honoré, mais qui a aussi beaucoup travaillé avec Didier-Georges Gabily et qui tourne actuellement un spectacle qu'il interprète et a mis en scène avec Eric Didry, *La loi du marcheur*, que vous avez peut-être vu, adapté du travail mené par Pierre-André Boutang et Dominique Rabourdin sur Serge Daney ;
- Christophe Prochasson, historien, un complice de longue date de la *Fabrique de l'histoire*, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, historien de la France contemporaine et, en particulier, de l'histoire culturelle de la politique. Il a été l'un des initiateurs du *Dictionnaire critique de la République*, il y a quelques années. Il travaille en particulier sur les intellectuels français et a publié l'année dernière un essai intitulé *La gauche est-elle morale ?*

Avec eux deux, nous allons essayer de passer au crible les programmes, tels que nous les avons eus, de cette élection présidentielle en matière de culture.

Je vais lancer la discussion par cette impression de déjà vu que j'ai eue personnellement en lisant ces programmes, une drôle d'impression de se trouver face au sentiment commun, visiblement partagé par beaucoup, que beaucoup avait été fait et que, de même que le Moyen-âge avait vu naître un tapis blanc de cathédrales, notre territoire était parsemé depuis une vingtaine d'années d'institutions culturelles (théâtres, musées, bibliothèques et autres lieux culturels) avec, au bout du compte, une impression d'essoufflement. Mais peut-être ai-je tort. Nous allons en discuter avec nos deux intervenants.

Puisque vous êtes historien, Christophe, peut-être pouvez-vous commencer par ce que vous savez ou ce que vous avez pu percevoir de la relation de ces candidats à la culture au point de vue de l'histoire et des historiens, c'est-à-dire de cette impression, qui est propagée dans la presse, que nous serions face à des candidats qui, au fil du temps, ont des relations de plus en plus distendues avec la culture, après des présidents écrivains — ils sont étudiés au bac — comme Charles de Gaulle, des présidents amateurs d'art, comme Georges Pompidou, des présidents amateurs de littérature, comme François Mitterrand, et des présidents amateurs d'art premier, comme Jacques Chirac.

Christophe Prochasson.- Je ne voudrais pas céder à la nostalgie en disant qu'autrefois, tout était mieux, le pain meilleur, les enfants mieux élevés et les candidats plus éduqués, mais enfin, il faut présenter les choses de façon objective : il est évident que, désormais, nos hommes politiques sont formés sensiblement différemment. On voit très bien qu'alors même que, pour prendre une époque qui est vouée à la nostalgie, en tout cas portée par un certain candidat, sous la III^{ème} République, l'essentiel des candidats étaient formés dans le giron du droit et des lettres, désormais, depuis la Seconde guerre mondiale, ils sont formés tous à peu près à l'ENA ou dans sa périphérie.

Cela a évidemment des conséquences sur le rapport à la culture. Dans la dizaine de candidats qui nous sont présentés, je pense que deux se distinguent par un rapport affiché à la culture (et il ne s'agit pas de faire un quizz pour savoir qui est le plus cultivé) : d'un côté, François Bayrou, agrégé de lettres, qui montre d'ailleurs avec une certaine affectation son goût pour la littérature et la culture et, de l'autre, Jean-Luc Mélenchon, qui a, je crois, une licence de philosophie et qui est par ailleurs certifié de lettres classiques. Nous avons là deux exceptions qui se sentent dans la structuration de leurs discours et dans leurs références.

Pour le reste, effectivement, on s'attend, d'après ce qui a été dit et décrit, à rencontrer des gens pour lesquels la culture est un supplément d'âme, ce qui se traduit dans leur programme. On pourrait d'ailleurs dire tout simplement qu'au fond, dans tous les programmes, la culture se réduit tout au plus à une ou deux pages et quelques points assez convenus, comme vous l'avez très bien dit, mais c'est l'objet de ce débat.

Emmanuel Laurentin.- Nicolas Bouchaud, que pensez-vous de cette impression de déjà vu que j'ai ressentie personnellement — mais je me suis peut-être trompé —, c'est-à-dire de l'idée qu'un grand nombre de choses ont été accomplies et qu'il n'y a plus grand-chose à faire, sinon corriger à la marge les statuts de ceux qui travaillent dans la culture, les erreurs faites par les gouvernements précédents (on pourra parler à un moment ou à un autre de la question d'Hadopi), les rapports entre la création et l'éducation ou les rapports entre la culture telle qu'elle est faite dans le territoire et la culture vue par les ministères ?

Nicolas Bouchaud.- Cela fait beaucoup !... (*Rires.*)

Emmanuel Laurentin.- On va développer ensuite.

Nicolas Bouchaud.- Je vais partir de l'impression que j'ai eue en parcourant les programmes des différents candidats. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela manque complètement de passion, que ce sont des mots repris et revus, bref qu'il n'y a pas de projet, en gros, mais une fois qu'on a dit cela, on n'a rien dit ; on n'a fait qu'une constatation générale.

J'ai noté quand même une chose positive dans le discours de François Hollande au Cirque d'Hiver : promouvoir la création pour le spectacle vivant et la mettre avant la question de l'éducation, par exemple, en disant qu'il y a une priorité à la création. Il y a parfois des petites avancées comme cela que l'on peut noter.

Quant au programme de l'UMP (c'est différent parce qu'on a un recul de cinq ans et on peut voir ce qui s'est passé), on constate un affaiblissement énorme du ministère de la culture attaqué très fortement par le courant libéral de l'UMP. Il s'agit donc d'enlever des moyens au ministère de la culture, l'une des choses qui s'est produite concrètement pendant ces cinq ans avec une autre qui est

récente et qui est très embêtante pour nous : le gel de 6 % des subventions au spectacle vivant. Est-ce une stratégie ou dévoilent-ils vraiment ce qu'ils sont ?

Emmanuel Laurentin.- Vous aurez noté qu'il y a ce courant libéral, mais aussi un courant conservateur à l'intérieur du programme de l'UMP.

Nicolas Bouchaud.- Oui. C'est « libéral et patrimoine ». Nicolas Sarkozy, dans l'interview du *Point* dans lequel il s'exprime sur la culture, parle du versant économique de la culture, c'est-à-dire de la culture comme possibilité de générer de l'économie, ce qui n'est pas une chose à perdre. C'est très bien, mais la culture n'est pas que cela non plus.

Christophe Prochasson.- Indigence, sans doute, mais ce qui me frappe aussi à la lecture des programmes, c'est la confusion totale, le fait que le clivage droite/gauche ne fonctionne pas. Si je vous dis par exemple « *La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité. La culture ne saurait en effet se réduire à un supplément d'âme car la culture est au cœur des valeurs de la cohésion sociale. C'est notamment à travers la culture que se transmet cet ensemble de repères esthétiques, intellectuels, etc.* », de qui est ce texte ? De l'UMP, et vous voyez bien que, de ce point de vue, on a quelques surprises.

Cette confusion idéologique a effacé la séparation attendue entre une droite plutôt patrimoniale (un volet patrimonial est affirmé dans le programme de l'UMP) et une gauche plus sensible au spectacle vivant et à la culture vivante, mais même ce départ ne fonctionne plus vraiment parce que, dans le programme de l'UMP, il y a une véritable attention à la culture vivante, de même qu'à gauche, il y a une attention portée au patrimoine architectural.

Il y a quand même des différences que j'ai relevées dans tel ou tel programme. Par exemple, seule la droite porte une attention à la dimension culturelle de la gastronomie, de même que seul Jean-Luc Mélenchon intègre le sport à l'horizon culturel ou que seul François Bayrou accorde une importance à la question des langues régionales. Mais au-delà de ces petites choses, c'est la grande confusion qui règne en termes de références traditionnelles à la culture et à l'approche de la culture entre les différents programmes.

Emmanuel Laurentin.- Il y a une discussion permanente, dans ce milieu de la culture, sur la démocratisation culturelle, dont nous voyons peu de traces dans les programmes tels qu'on a pu les lire, et sur ce vieux débat toujours renouvelé pour savoir si le ministère de la culture doit être séparé du ministère de l'éducation. Vous parliez tout à l'heure de la priorité à la création, mais d'autres personnes dans le milieu de la culture pensent que la question de l'ancrage à l'éducation donne plus de poids à la culture et que l'une des grandes erreurs qui a été faite dès l'origine par André Malraux a été de séparer le ministère de la culture et de ne pas l'adosser à un ministère régalien plus important. Or on ne trouve quasiment pas de trace de ce débat dans les discussions et les programmes politiques que nous avons pu voir.

Nicolas Bouchaud.- C'est effectivement le constat que nous avons fait. On n'en trouve pas trace parce qu'on ne sait pas où mettre la culture et parce que, pour chaque parti politique, la culture n'est au centre de rien, n'est pas moteur de quoi que ce soit.

Emmanuel Laurentin.- Comme le disait Christophe Prochasson, c'est une page au milieu d'un grand programme de 60 ou 70 pages.

Nicolas Bouchaud.- Avec toujours cette idée de supplément d'âme...

Christophe Prochasson.- ...qui est par ailleurs déniée par tout le monde. Il est dit que la culture n'est pas un supplément d'âme alors qu'en réalité, elle l'est.

Nicolas Bouchaud.- Tout à fait. Sur l'éducation, il faut bien sûr que le ministère de la culture ait un rôle transversal, c'est-à-dire qu'il ne soit pas seulement un ministère de la culture mais qu'il ait quelque chose à voir avec le ministère de l'économie ou celui de l'éducation.

Je note aussi ce qu'avaient fait Jack Lang et Catherine Tasca avec ce programme d'éducation artistique dans les facultés et les lycées. J'y ai participé sur le terrain, cela a vraiment porté ses fruits et il se passait quelque chose. C'était un moment important et je pense que c'est bien.

Ensuite, évidemment, l'artiste n'est pas un éducateur, c'est-à-dire que l'art étant lui-même pédagogique, il n'y a pas besoin de le rendre pédagogique. Une œuvre ou un spectacle, quels qu'ils soient, sont une chose qui a toujours une puissance de transmission de quelque chose. Si on officialise cette transmission en faisant venir les artistes dans les facs et les lycées, c'est une bonne chose, bien sûr, mais il faut en même temps avoir en tête que l'art a lui-même une vertu pédagogique et qu'il n'y a pas besoin de le rendre pédagogique. Je pense donc qu'il ne faut pas que le ministère de la culture soit un secteur étanche.

Emmanuel Laurentin.- Il ne faut pas qu'il soit à la merci, comme le disaient beaucoup des anciens ministres de la culture, des retournements de la conjoncture et du fait de ne pas avoir assez de poids, au risque d'être directement lié au président et au goût ou au vœu présidentiel de défendre à un moment ou à un autre tel ou tel projet.

Nicolas Bouchaud.- Je reviens sur un point que vous avez soulevé tout à l'heure, Christophe, dans le programme de l'UMP sur la culture. Une chose m'a beaucoup frappé dans ce programme : on y trouve, d'un côté, la volonté du président Sarkozy de faire ce musée de l'histoire, qui est son projet personnel, et, d'un autre côté, l'élimination de l'histoire des filières scientifiques. Cela veut dire qu'à la fois, il y a la vitrine, le musée, le patrimoine mais aussi que, dans la pratique, on retire quelque chose, ce qui est très embêtant. Cette espèce de double jeu n'est pas claire.

Emmanuel Laurentin.- Arrêtons-nous sur l'un des points les plus importants de ces questions développées par les programmes : celui des statuts. A ce sujet, on peut voir des discussions et des débats et même des nuances, contrairement à ce que vous affirmiez l'un et l'autre tout à l'heure, assez importantes : le Front de gauche prône des coopératives ; les Verts prônent le statut de "pluri-actif culturel" ; on réfléchit du côté du Parti socialiste sur des questions de lois sur tous ces points...

Peut-on dire alors que des choses distinguent les candidats les uns par rapport aux autres (mais peut-être ai-je tort, Christophe Prochasson) dans une vision un peu différente de ces gens qui vivent de la culture pour la culture et qui la propagent à travers le territoire ?

Christophe Prochasson.- Je ne me permettrai pas de dire que vous avez tort, Emmanuel Laurentin. J'ai été moins sensible que vous à cette dimension, mais, là encore, les clivages sont presque invisibles puisque, dans le programme de l'UMP, on encourage au contraire le développement de l'emploi permanent dans la culture.

Le seul vrai clivage — mais Nicolas Bouchaud sera sans doute plus à même que moi d'apporter des éléments à notre discussion —, c'est la question des intermittents du spectacle. On voit bien que les gens de l'UMP s'adosent à l'état de fait et qu'ils ne bougeront pas alors qu'en revanche, la gauche remet en cause, certes avec des nuances, la situation actuelle. C'est sur ce point qu'il y a un vrai désaccord. Pour le reste, il me semble que ce à quoi vous faisiez allusion relève du cosmétique et du langage propre à chacun des composants d'une gauche qui est extraordinairement divisée.

Nicolas Bouchaud.- Sur la question des intermittents et du statut, qui va se reposer en 2013 puisqu'elle a été repoussée jusque là, j'ai entendu le Parti socialiste, par la voix de Patrick Bloche, qui avait été lui-même au comité de suivi à l'époque de la crise des intermittents, exprimer la volonté de se pencher là-dessus et de pérenniser ce système d'indemnisation.

Il ne faut pas oublier que le mouvement des intermittents demandait haut et fort que la création soit être au cœur du champ social. Ne pas en parler, à nouveau, c'est comme dénier à la création et à la culture ce rôle de moteur qu'elles peuvent avoir au cœur du champ social.

Emmanuel Laurentin.- Je note ceci quand même dans le programme des Verts : « *Réexamen des circuits de financement de l'intermittent du spectacle ; installation d'un statut de pluri-actif culturel combinant revenu de transfert, revenu d'activité en vue de la garantie du revenu, relance des*

expérimentations sur le groupement d'employeurs ; les coopératives d'artistes en production, en exposition, en diffusion ; création de mutuelles pour la protection sociale, le logement et la retraite complémentaire. »

Nicolas Bouchaud.- On en reparlera quand Mme Joly...

Christophe Prochasson.- ...sera élue ! On a à peu près la même chose chez Jean-Luc Mélenchon et, Chez François Hollande, il y a toujours la méthode qui consiste (et qui est à mon avis saine) à réunir les gens pour savoir de quoi il retourne avant de prendre une décision ferme.

Il est certain en tout cas que l'ensemble des candidats pense que le régime tel qu'il existait avant est intenable et qu'il faut donc inventer quelque chose de nouveau. Sur ce point, nous attendons de voir, comme vous le dites, Nicolas Bouchaud, comment les choses se passeront. En tout cas, il n'y a pas de réponse nette, pour l'instant, à la question des statuts.

Nicolas Bouchaud.- Je pense qu'il n'y a pas de réponse nette à la question des statuts parce qu'il n'y a pas de réponse nette à l'endroit où on veut mettre la culture dans la politique et qu'il en sera ainsi tant que personne ne le sait.

Emmanuel Laurentin.- En gros, est-ce que la culture est une note en bas de page ou une tête de chapitre ?

Nicolas Bouchaud.- Pour l'instant, c'est une note en bas de page.

Emmanuel Laurentin.- Tout à fait. Sauf sur un point qui est développé par tous les candidats, soit pour la défendre, soit pour la critiquer : la question du numérique, de la culture vue par les réseaux, en particulier par l'Internet, et la fameuse loi Hadopi ou d'autres lois adjacentes comme la Loppsi, qui doivent être, pour certains, abolies, pour d'autres poursuivies et améliorées afin de défendre les créateurs, les artistes et ceux qui touchent des droits et qui peuvent être rémunérés pour leur travail de création.

On voit qu'il y a là une discussion qui prend la place de beaucoup d'autres sujets dans le domaine de la culture : le spectacle vivant est parfois totalement aboli et oublié dans les programmes alors qu'Hadopi ne l'est jamais, Christophe Prochasson.

Christophe Prochasson.- J'ai l'impression que notre échange est d'un ennui profond, parce qu'au fond, dans toutes les propositions, il y a tout et son contraire.

Sur Hadopi, quel est le discours commun à tous les programmes ? Il s'agit de tenter de concilier la liberté des internautes, le caractère de bien commun de la culture et donc l'accès libre (et non pas gratuit, mais on aimerait bien) à la culture et, à l'inverse, le respect du droit d'auteur.

Face à cette quadrature du cercle, on ne voit pas de réponse bien nette, si ce n'est le positionnement à l'égard de la loi Hadopi entre, d'un côté, l'UMP qui souhaite le maintien de cette loi en arguant que la Corée du Sud a la même loi et que c'est donc bien puisque les Coréens, en la matière, sont des chefs et des modèles, et puis, d'un autre côté, la gauche qui, de façon très unanime, rejette l'ensemble de cette loi.

Il est possible que la question d'Hadopi a une grande importance non seulement parce qu'il y a de vrais enjeux et qu'il est temps de se poser des questions à la fois sur la musique, le livre et le spectacle vivant, mais aussi parce qu'elle est peut-être l'un des rares points de clivage entre la droite et la gauche, puisque l'une veut la maintenir et l'autre ne le souhaite pas, mais les deux forces en confrontation le font au nom des mêmes principes — c'est cela qui est sidérant — auxquels ils rapportent des propositions divergentes.

Nicolas Bouchaud.- Sur Hadopi, je n'ai rien à ajouter. On sent que c'est un enjeu électoral puisque tous les internautes sont concernés et que cela revient donc au centre comme une espèce de litanie.

Emmanuel Laurentin.- On veut préserver la liberté de l'internaute tout en préservant le droit d'auteur.

Nicolas Bouchaud.- Oui, bien sûr.

Christophe Prochasson.- En fait, on veut préserver tout le monde, ce qui sera un peu compliqué, y compris, dans le cas du livre, la librairie indépendante, question qui est avancée par un ou deux candidats. Cela touche aussi à des questions comme celle de l'augmentation de la TVA, qui est plus récente, qui a surgi dans le débat sur le livre...

Emmanuel Laurentin.- et que François Hollande veut annuler.

Christophe Prochasson.- François Hollande veut revenir à la TVA à 5,5 %, ce qui posera un certain nombre de problèmes techniques, même s'ils peuvent se résoudre, bien sûr.

Comme le disait Nicolas Bouchaud en commençant, il n'y a pas de vision d'ensemble. C'est du rapiécage et on ne sait pas où on va, si ce n'est que l'on tente de défendre des intérêts catégoriels, même s'ils sont légitimes au demeurant. Je comprends tout à fait que l'on souhaite défendre les intérêts des droits d'auteur, des libraires ou des artistes, mais la politique, comme on le sait, c'est aussi choisir, c'est-à-dire favoriser les uns parfois au détriment des autres. On le fait autant que faire se peut dans une logique d'intérêt général et d'intérêt commun, mais il y a des choix à faire. A un moment comme le nôtre où ces choix devraient être faits, ils ne le sont pas, sans doute parce que, précisément, l'élection présidentielle est la moins politique qui soit dans notre temporalité politique et qu'elle s'adosse essentiellement à une psychomachie entre personnages.

Emmanuel Laurentin.- Qu'auriez-vous voulu voir, vous, en tant que créateur, comédien, artiste, metteur en scène et acteur, Nicolas Bouchaud, que vous n'avez vu dans aucun des programmes ou presque ? Vous avez dit tout à l'heure que la centralité de la culture n'est pas présente. Qu'est-ce qui vous a frappé par le manque, par le creux en quelque sorte ?

Nicolas Bouchaud.- Ce qui m'a frappé, c'est qu'il n'y a pas de volonté de mettre la culture à quelque place que ce soit, que ce soit au centre ou non, c'est-à-dire quelque part. Pour l'instant, elle n'est nulle part.

Emmanuel Laurentin.- Il est étonnant qu'après trente ans, puisque 1981 est une date importante dans ce domaine, une époque où on a dit que la culture est créatrice d'emplois, où on a parlé d'exception culturelle et où on a dit que le débat sur la culture était central (on pourrait presque reprendre le terme "d'identité nationale" tel qu'il a été utilisé par le précédent gouvernement), on ne trouve plus cette centralité culturelle.

Nicolas Bouchaud.- Il y a un hiatus, encore une fois. Dans la pratique, nous avons quand même beaucoup de chance en France : il y a énormément de lieux et énormément de spectacles. Si on considère l'Italie, par exemple, on constate que nous sommes dans une dynamique, et je dis cela pour que nous ne soyons pas complètement plombés par le programme des candidats ce matin.

Emmanuel Laurentin.- Cela ne revient-il pas à dire, comme je l'ai fait au départ, que beaucoup a été fait, que l'on a couvert le territoire de beaucoup d'institutions culturelles et qu'on ne peut plus agir qu'à la marge ?

Nicolas Bouchaud.- Je pense que, sur le territoire et les institutions culturelles, quelque chose est fait et qu'à partir de là, il s'agit de la manière (je ne sais plus qui parle de l'acte 2 de la décentralisation) de redonner un élan et de réfléchir à cela. J'insiste donc sur cette chose très dynamique que, par expérience, je vis parce que je tourne un spectacle dans toute la France et dans toutes les villes depuis six mois : il y a des gens qui viennent et il se passe des choses.

Jouer un spectacle, ce n'est pas que cela. Etre acteur, ce n'est pas qu'être acteur sur un plateau ; c'est être aussi acteur dans la vie, et jouer un spectacle est donc tout un ensemble de pratiques : jouer dans les prisons, rencontrer des associations, faire plein de choses. Je me rends

compte d'un désir du public d'être là, d'un travail qui est fait par toutes les structures pour faire venir le public... Il y a une forme de dynamisme. Ce que nous avons en France est donc formidable en termes d'équipement, mais c'est posé là et on dit qu'il n'y a pas tellement de désir de s'emparer de cela et de trouver de nouvelles forces.

Emmanuel Laurentin.- Est-ce parce que les candidats à la présidentielle, Christophe Prochasson, n'ont pas trouvé la formule choc ? On sait que, pour agir en politique, il faut pouvoir résumer ce qu'on veut dire dans une certaine formule. Il y a eu la formule du 1 % qui a été brandie pendant des années comme étant un objectif à tenir et une sorte d'horizon pour la culture, mais nous avons l'impression que cela ne peut pas se résumer à une seule formule, que c'est une addition plus ou moins coordonnée de mesures entre elles qui ne sont peut-être pas assez rassemblées pour être résumées dans un slogan.

Christophe Prochasson.- Nous payons un peu, à notre niveau d'observation des relations entre culture et politique ici, ce qui est devenu la politique depuis une trentaine d'années, c'est-à-dire une façon de faire de la politique qui s'adosse à ce qu'on pourrait appeler des "programmes catalogues", dans une conception positiviste de la politique de résolution de problèmes : à chaque problème une solution et non pas deux. C'est un peu ainsi que les choses se présentent.

Ce "programme catalogue" s'opposerait à ce qu'on pourrait appeler un "programme vision du monde" dans lequel la culture retrouverait tous ses droits. Le fait que l'économique et le communicationnel se sont émancipés du politique nous conduit à cette situation. Les programmes, pour employer un mot un peu pompeux, n'ont plus d'âme, et des programmes sans âme éliminent cette dimension culturelle. Je ne sais pas s'il s'agit de communication politique comme vous le laissez entendre, c'est-à-dire de formules chocs. Je pense simplement que la culture n'anime plus la démarche qui est celle des hommes politiques.

Je crois aussi que nous payons une évolution des dernières décennies, qui a fait que les acteurs culturels, au sens le plus large qui soit, c'est-à-dire les artistes, mais aussi les intellectuels au sens large, les universitaires, les chercheurs, etc. et, de l'autre côté, la politique n'ont cessé de s'éloigner les uns des autres. Chacun est un peu dans son laboratoire, sa bulle et sa salle de spectacle et il n'y a plus de connexion entre ces deux mondes.

Je veux me prémunir contre toute espèce de nostalgie et d'invention d'un âge d'or, mais il faut bien considérer la situation des années 70 qui précède 1981 et ce qui en a suivi : ce n'est pas parce que Jack Lang avait la science infuse et un certain génie politique que les choses ont pu être faites par lui (même s'il y a un bilan critique à faire de cette politique), mais aussi parce que la configuration était telle que la politique et la culture marchaient du même pas, dans un vieil héritage français qu'il faudrait faire remonter au Front populaire et peut-être même à la République elle-même telle qu'elle a été inventée à la fin du XIX^{ème} siècle.

C'est cette configuration qui a éclaté et qui fait que, désormais, la culture, comme l'éducation, l'économie ou l'écologie, est réduite à des spécialités qui se présentent sous forme de catalogues.

Emmanuel Laurentin.- Et donc à une gestion.

Christophe Prochasson.- Tout à fait. Il y a des problèmes économiques très concrets qui se posent, mais réduire la politique à cela, c'est la trahir, d'une certaine façon, et ce n'est pas répondre à ce qui nous avait constitués politiquement en France : cette alliance exceptionnelle entre la culture et la politique.

Emmanuel Laurentin.- Vous êtes d'accord sur cette coupure, Nicolas Bouchaud ? Est-ce que vous la ressentez vous-même en tant qu'artiste ?

Nicolas Bouchaud.- Bien sûr. Je la ressens d'autant plus que, si on se penche sur une autre période historique qui intervient juste après la Seconde guerre mondiale, celle du texte du Conseil de la Résistance dans lequel on trouve une certaine idée de la culture qui a amené la décentralisation et tout ce qu'on connaît, on sent bien qu'on n'est plus dans ce mouvement, dans ce temps historique.

C'est bien normal après tout ; on est dans un autre temps et il faut inventer quelque chose avec cet autre temps. Cependant, cette idée de la culture pour tous contient des choses qui ne me semblent pas du tout obsolètes, en tout cas beaucoup moins obsolètes que ce que nous avons entendu il y a deux ans sur la culture pour chacun ou je ne sais quelle reprise de termes. On sent bien qu'il n'y a pas la volonté d'inventer quelque chose.

Quand j'ai réfléchi à ce débat hier, il m'est venu — j'ai eu honte — le mot "utopie", un mot qu'on ne peut plus prononcer tellement on est dans le réalisme, dans la crise économique...

Emmanuel Laurentin.- Dans la gestion.

Christophe Prochasson.- Les grands utopistes du XIXème siècle étaient des esprits très réalistes.

Nicolas Bouchaud.- Evidemment, surtout si on prend le mot "utopie" dans son sens étymologique, *ou-topos*, "aucun lieu", c'est-à-dire ce qui est désirable mais qui n'existe nulle part. Voilà un beau programme pour la culture : l'utopie n'est pas un rêve réaliste mais ce qui est désirable et qui n'existe nulle part et qui peut surgir à chaque instant. C'est l'idée de la création.

Je reviens sur ce que disait François Hollande en mettant la création au début. Ce n'est pas mal, parce que la création, l'art, parallèlement à l'idée d'utopie, un lieu qui n'existe nulle part mais qui est désirable, n'est pas souvent synchrone avec la réception. C'est une vraie question à se poser pour une politique culturelle.

Ce qu'on a vu très vite avec Sarkozy, dans la lettre à Albanel, a été : « Faites ce que les gens aiment ». C'est une conception et on peut en discuter, mais la création, c'est l'inverse. En général, comme le dirait Rancière, c'est une chose qui a plus de chances de faire dissensus que consensus. Est-ce une question qu'une politique culturelle a envie de se poser ? Le dissensus est en tout cas fondamental, parce que, par l'art et la culture, on sait bien que l'on peut voir des choses que les politiques eux-mêmes ne voient pas et ne peuvent pas voir.

Il est très important de penser — moi, je le pense — que les politiques sont toujours en retard par rapport à la société et aux gens qui vivent dans cette société. Ils ont toujours un train de retard. Ce n'est pas grave, mais il faut le reconnaître. Je pense toujours que les gens sont plus intelligents que ce que la politique affiche. L'art fait partie de cela. L'art sert à voir quelque chose qu'on ne voit pas ! Ce n'est pas compliqué.

Christophe Prochasson.- Il me semble que Nicolas Bouchaud touche un point très important qui est un vrai clivage entre la droite et la gauche (vous voyez qu'ils surgissent quand même) : très curieusement, alors que la droite défend plutôt, en économie, une politique de l'offre, très bizarrement, en matière culturelle, elle défend une politique de la demande. C'est un argument extraordinairement pervers et un peu démagogique, il faut bien le dire, qu'elle utilise en disant : « Regardez, l'Etat finance des salles de spectacle vides ou des musées dans lesquels personne ne va ; c'est un scandale, seules quelques élites peuvent y aller », c'est-à-dire un discours type princesse de Clèves que nous connaissons bien. Du coup, cela s'accompagne, dans le cadre du programme de l'UMP, d'une proposition plutôt sympathique qui est le "pass culturel", une sorte de chèque vacances qui permet de profiter des biens culturels dans toutes leurs dimensions.

En réalité, il y a ce que vous dites derrière : l'oubli que, précisément, la culture n'est pas un produit de consommation comme un autre. C'est une banalité de le dire, en ces lieux en particulier, et je ne prends pas grand risque en le disant, mais cette idée toute simple est un vrai clivage qui oppose la droite et la gauche.

Par ailleurs, cela me permet de revenir sur ce que vous disiez tout à l'heure, Emmanuel Laurentin, sur le caractère d'épuisement du vieux modèle qui consistait à démocratiser la culture. Il faut rappeler en effet que, contrairement à ce que dit Marine Le Pen, les musées sont pleins et regorgent de visiteurs, mais en effet, ce modèle de massification de la culture a quelque chose d'un peu épuisé, du moins dans ses grandes structures, dans les musées et autres. Il faudrait donc sans

doute réfléchir à d'autres choses que cette logique un peu cumulative qui a guidé longtemps les politiques culturelles de la gauche.

Emmanuel Laurentin.- J'ai été surpris de ne voir à peu près nulle part ce que vous décrivez, Nicolas Bouchaud, à propos de votre spectacle : cet appétit permanent de culture un peu partout sur le territoire, ces salles qui sont souvent très pleines, ces appétits de discussions intellectuelles. Vous travaillez autour de Serge Daney, une pensée en acte, et j'ai eu l'impression qu'il y avait une différence entre, d'une part, ce que pouvaient proposer les états-majors des partis politiques vus du haut, de la centralité, à Paris ou ailleurs et, d'autre part, cette profusion, cette action massive sur le territoire par des petites initiatives associatives un peu partout, qui est, depuis une quinzaine d'années, une chose qui marque beaucoup le territoire.

Pour l'avoir beaucoup parcouru, je suis toujours surpris de la floraison de ce type d'initiatives alors que je n'en trouve la trace nulle part dans les programmes. Cela fait-il partie de ce que vous disiez tout à l'heure quant au fait que les politiques sont toujours en retard par rapport à la société ?

Nicolas Bouchaud.- C'est sûr. La vision d'en haut n'est certainement pas la bonne et les politiques sont toujours en retard depuis très longtemps. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai plus confiance dans les gens, même si je ne refuse pas la politique. Oui, il se passe des choses.

Comme il n'y a pas d'attention (au sens noble du terme : prêter attention à quelque chose), il y a un hiatus énorme par rapport à la pratique que nous pouvons avoir de notre art, le théâtre, la danse, le spectacle vivant et à la rencontre immédiate avec les gens. Je le fais toute l'année, je suis content de le faire et les gens sont contents, mais c'est une chose qui n'est absolument pas relayée.

Emmanuel Laurentin.- Autre question qui n'est pas relayée mais qui l'est à propos d'Hadopi : la question de la gratuité. C'est un débat à l'intérieur de la culture qui concerne toutes ces manifestations qui sont parfois subventionnées par les collectivités territoriales et qui permettent à beaucoup de gens de s'y rendre de façon gratuite. Qui paie ? Comment peut-on répartir le paiement sur la population ? Est-ce que ce sont les collectivités territoriales (conseils régionaux, municipalités, intercommunalités) qui paient ? Je n'ai pas vu ces questions posées à l'intérieur de ces programmes alors que c'est une question extrêmement importante : la culture doit-elle être gratuite ou non ? Faut-il que les musées ou les spectacles soient gratuits ?

Nicolas Bouchaud.- Je ne vois pas pourquoi les spectacles devraient être gratuits.

Emmanuel Laurentin.- Ils seraient payés par la subvention, bien évidemment. Je fais allusion à une question qui traverse la société : alors que l'on dispose d'une offre culturelle sur le Net qui est propagée et volontairement gratuite par l'intermédiaire du piratage, cela ne finit-il pas par se répandre dans d'autres domaines ? Au bout du compte, beaucoup de manifestations dont je disais qu'elles avaient du succès sont subventionnées par les collectivités territoriales qui permettent de voir des débats intellectuels gratuitement dans des villes un peu partout.

Nicolas Bouchaud.- Je dirai un mot sur les collectivités territoriales, parce qu'on n'a pas parlé de la fameuse Révision générale des politiques publiques (RGPP), qui commence à faire beaucoup de mal. Je suis très attaché à cette notion de service public de la culture (c'est comme l'utopie : j'ai l'impression de dire des mots un peu obscènes parce qu'on est habitué depuis cinq ans à en entendre d'autres), mais on constate un affaiblissement du rôle des collectivités territoriales dans la culture à cause de cette RGPP.

Christophe Prochasson.- Sur ce point, pour revenir sur les programmes qui nous ont été donnés à lire, je pense qu'unaniment, l'idée que l'Etat doit être le seul acteur de la politique culturelle est dépassée. Y compris chez les Verts et chez Jean-Luc Mélenchon, on voit bien que les acteurs locaux et les collectivités locales ont leur rôle à jouer et que tout se joue dans l'articulation entre les deux.

Il faut dire aussi que, dans les dernières années, la décentralisation culturelle, qui contribue à irriguer la culture, s'est poursuivie. Même si on peut avoir un regard extrêmement parisien sur la

culture, pensons à ce qui s'est passé au Beaubourg de Metz ou au Louvre de Lens. Il y a donc ce genre de choses, mais cela relève de logiques patrimoniales et on en voit bien l'insuffisance. D'où l'insistance qui est mise par tout le monde, pour vitaliser le tissu culturel national, sur l'entraînement de la culture amateur à tous les niveaux. C'est un point qui me permet de prolonger votre réflexion.

Quant à la question de la gratuité, je vais prendre une position tout à fait personnelle. Ce n'est pas simplement un point de modèle économique qui me semblerait devoir rendre la culture nécessairement payante. C'est que je pense que la culture, d'une certaine façon, est aussi le résultat d'un travail, quel qu'il soit. A cet égard, le débat ne concerne pas simplement le spectacle ou les artistes mais aussi la recherche, par exemple : doit-on avoir accès gratuitement à la production des chercheurs ? Là encore, je ne vois pas pourquoi il en serait ainsi puisqu'il y a un travail.

L'idée de service public permet de lisser le modèle, c'est-à-dire que l'on peut avoir une logique de service public dans lequel tout n'est pas gratuit. La regrettée SNCF "modèle de service public" (je crains qu'il n'en soit plus tout à fait ainsi) en est un exemple : c'est à la fois un service public qui avait le souci de desservir l'intérêt général, mais en même temps, ce n'est pas gratuit. Il ne faut pas mélanger les deux.

Il me semble donc très important que la culture ne soit pas gratuite, parce que rendre gratuite la culture, d'une certaine façon, revient à la mépriser.

Nicolas Bouchaud.- Cela m'amène à revenir sur un point du Front de gauche. J'ai écouté attentivement, dans une vidéo sur Dailymotion, Jean-Luc Mélenchon, dont je partage la critique du capitalisme, dire que la culture devrait être comme une coopérative afin que tout le monde soit acteur de la culture, que les citoyens soient acteurs de la culture.

Cela m'a fait penser à Jean-Jacques Rousseau et à l'idée que toute la cité ferait le spectacle, avec les gens qui dansent, etc. Il serait intéressant de discuter avec les gens du Front de gauche sur cette idée de la culture.

Christophe Prochasson.- Mélenchon doit être très bon en jerk !... (*Rires.*)

Nicolas Bouchaud.- J'ai l'impression que, dans sa critique du capitalisme, il oppose la multinationale à la coopérative, mais que cela reste quelque chose d'imposé par une vision, c'est-à-dire que la culture, même dans sa proposition, me semble enfermée dans quelque chose.

Je souhaite aussi finir sur la vision que la politique peut avoir de la culture. Comme je l'ai ressenti très fort en 2003 avec la crise des intermittents sans que cela ait bougé depuis, je pense que, pour la plupart des gens (c'est pourquoi on a besoin d'un relais politique et au moins d'une discussion sur ce point), les artistes sont des feignants qui sont payés à ne rien faire et que l'artiste — je crois que c'est Mélenchon qui en parle — ne peut créer que s'il est dans la dèche ! Ces deux idées me semblent encore très présentes et très fortes et je pense qu'elles sont dans la tête des politiques.

Emmanuel Laurentin.- Christophe Prochasson, qui n'a rien de Modigliani, va répondre.

Christophe Prochasson.- Dans le discours sarkozyste, si tant est qu'il existe, on voit bien la logique que vous évoquez : puisque le sarkozysme est fondamentalement un individualisme radical, c'est seulement par lui-même que l'artiste doit s'imposer et ce sont ses vertus propres qui lui assureront le succès.

Cela dit, sur le versant gauche, un point me semble important. Vous avez dit tout à l'heure, et je suis d'accord, que les politiques sont toujours en retard. Je préciserai qu'ils sont en général toujours en retard en matière culturelle. Mais c'est vrai, et on voit bien qu'à gauche, les grandes figures intellectuelles que vous évoquiez en matière culturelle, Emmanuel Laurentin, n'ont jamais été extraordinairement progressistes dans leurs goûts culturels, y compris le regretté président Mitterrand, qui n'était pas un avant-gardiste particulièrement patenté. Même si on remonte plus loin, à l'époque du Front populaire, quelqu'un comme Léon Blum, qui pouvait passer comme plus avant-gardiste, avait des goûts très marqués par son temps.

Emmanuel Laurentin.- Des goûts de la fin du XIXème siècle.

Christophe Prochasson.- Mais le problème n'est pas là. En fait, il y a eu un moment où la gauche pensait que la culture pouvait transformer le monde, et c'est cette vision utopique (il faut un peu d'utopie aussi) qui s'est dissoute, même chez ceux qui s'affichent comme étant non pas la gauche de la gauche mais la gauche de gauche, comme Mélenchon. Il y a, chez lui, un discours très traditionnel de transformation de la société qui ne se distingue pas, de ce point de vue, du discours général.

Emmanuel Laurentin.- Comme nous devons arrêter ce débat et comme nous avons été très durs, collectivement, avec ces programmes politiques, y a-t-il au moins un point qui vous a surpris ou étonnés, quelque chose auquel vous n'auriez pas pensé ?

Nicolas Bouchaud.- Non... (*Rires.*)

Emmanuel Laurentin.- J'avais envie de terminer sur une note d'optimisme !

Nicolas Bouchaud.- Surpris, pas du tout, non. En revanche, j'ai l'impression que, chez François Hollande, il y a des petits trucs qui avancent.

Dans la salle.- Ah ! Quand même !... (*Rires.*)

Nicolas Bouchaud.- Je dis cela parce que j'ai envie de l'encourager. Par exemple, l'engagement d'une loi d'orientation sur le spectacle vivant est une bonne chose, mais il faut continuer et y aller franchement. Voilà en tout cas un point que je trouve positif.

Emmanuel Laurentin.- Je vous pose la même question, Christophe Prochasson, sans que vous marquiez aussi nettement votre préférence pour l'un ou l'autre des candidats.

Christophe Prochasson.- Nous n'étions pas là non plus pour défendre les candidats, même si nous avons nos préférences, qui ne vous ont sans doute pas échappé... (*Rires.*)

Emmanuel Laurentin.- Ce n'est pas si évident.

Christophe Prochasson.- Tant mieux ! Je ferai la même réponse un peu décevante que Nicolas Bouchaud, sachant que la démocratie est souvent décevante dans ces moments.

Ce qui m'a le plus étonné, c'est le caractère incroyablement démagogique du programme culturel de l'UMP. Cela m'a vraiment saisi. La citation que j'ai reprise au début de mon intervention montre à quel point ce parti n'a pas assumé la façon dont la culture a été traitée dans la première partie du quinquennat, à tel point que l'on croirait presque qu'il s'agit d'un texte signé par moments par Jack Lang, ce qui est très étonnant. Du coup, c'est inquiétant sur ce qu'est la politique, car on a l'impression que rien ne se joue au niveau des programmes, qu'au fond, les programmes n'ont aucune importance, que tout cela est un pur affichage qui semble répondre à un air du temps et rien d'autre.

Par conséquent, la seule façon de répondre à votre question, Emmanuel Laurentin, c'est que, peut-être, on change de président de la République !

Emmanuel Laurentin.- La meilleure façon de répondre à cette question est d'entendre ceux qui seront là d'ici 11 heures : Jean-Luc Bennahmias, Marie-Christine Blandin, Aurélie Filippetti, Alain Hayot, Franck Riester et Michel Orier, bien sûr, qui sera avec Sylvain Bourmeau pour conclure ces journées.

Merci encore. (*Applaudissements.*)

Fin du premier débat : 10 h 30.

Reprise à 11 h 12.

Où en est la décentralisation culturelle ?

Sylvain Bourmeau.- Nous reprenons cette matinée qui fait suite à une journée d'hier très dense et très intéressante à laquelle je n'ai malheureusement pas pu assister mais dont on m'a fait le résumé. L'idée est qu'aujourd'hui, dans la dernière table ronde de cette manifestation, des représentants des candidats à l'élection présidentielle puissent réagir, rebondir, face à un certain nombre d'interrogations ou de questions que se posent les professionnels de la culture, les artistes et les chercheurs qui travaillent dans le domaine de la culture.

Nous attendons encore Alain Hayot, membre du Front de gauche, qui représentera ici Jean-Luc Mélenchon et qui est encore dans les transports. Nous n'avons pas de nouvelles, en revanche, de Jean-Luc Bennahamias, qui va peut-être arriver et qui, lui, représente François Bayrou, candidat du MoDem. En revanche, sont déjà autour de la table, à côté de moi :

- Michel Oriet qui, lui, ne représente aucun des candidats à l'élection présidentielle mais qui est à l'initiative de cette manifestation pour les scènes nationales ;
- Franck Riester, de l'UMP, qui représente Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle ;
- Marie-Christine Blandin, d'Europe Ecologie les Verts, qui représente Eva Joly ;
- Aurélie Filippetti, du Parti socialiste, représentante de François Hollande.

Avant de revenir sur des choses qui ont pu être dites hier (et je précise que nous essaierons de vous laisser, même si nous commençons en retard, un assez long moment pour que vous puissiez poser des questions), je souhaite revenir sur le constat des participants du précédent débat que l'on peut résumer en deux mots : déception et lassitude. Déception face à des propositions de candidats qui ne leur semblent visiblement pas très originales, et lassitude parce qu'ils avaient l'impression d'avoir entendu cela déjà mille fois alors que le contexte, la réalité économique, sociale et culturelle a évidemment changé au fil du temps et que, ne serait-ce que pour ces raisons, il n'est plus possible de tenir exactement le même discours aujourd'hui sur la culture qu'on pouvait le tenir il y a même cinq ans, lors de la dernière élection présidentielle.

Peut-être pouvons-nous commencer par vous, Marie-Christine Blandin. J'aimerais avoir votre réaction face à cette impression que l'ensemble des candidats donne sur cette question de la culture qui, je le rappelle, est relativement négligée, ce qui n'est pas une nouveauté, dans cette campagne électorale. Mais laissons cette question de la place mineure de la culture de côté et faisons comme si c'était un thème important. Pourquoi, malgré tout, cela produit-il autant de déception ?

Marie-Christine Blandin.- Pour commencer, je souhaite réagir à la réaction entendue ce matin. Il était fléché le fait que les "hommes politiques"... (Aurélie et moi, nous sommes très contentes, parce qu'à chaque fois qu'il y a du mal à dire, on dit "les hommes politiques" et non pas "les femmes" et nous nous sentons donc épargnées)...

Sylvain Bourmeau.- Il faut dire "les responsables politiques".

Marie-Christine Blandin.- Il a donc été dit que les responsables politiques n'appartenaient plus à des générations de lettrés et, ajoutait l'artiste, qu'ils sortaient désormais de l'ENA. Je ne suis pas lettrée et je ne sors pas non plus d'une très grande école. Effectivement, notre état doit donc être très grave.

Je peux renforcer le tableau, puisqu'il a dit qu'il était beaucoup plus intelligent que tous les politiques. Les gens sont plus intelligents, non pas seulement dans le domaine de la culture. Sur l'environnement, par exemple, une enquête de Sciences Po, il y a cinq ans, montrait que les gens étaient prêts à renoncer à la vitesse en voiture, à leur surconsommation d'eau, etc., si c'était pour

sauver les ressources de la planète et les réponses comparées de tous les parlementaires, députés et sénateurs étaient antagonistes : « Non, on ne peut pas renoncer aux autoroutes ; non, on ne peut pas renoncer à la vitesse ; non, on ne peut pas renoncer à la consommation d'eau ». Donc oui, il y a un monde en retard.

Quant à la déception, Castoriadis avait raison avec son livre *La montée de l'insignifiance*. Marine Le Pen parle de la République et de la démocratie, la droite parle de partage... Les mots sont donc confisqués et je comprends que l'on soit déçu.

Par contre, moi aussi, je suis déçue de voir que, lorsque M. Prochasson cite une proposition d'Europe Ecologie les Verts assez constructive sur les statuts qui prend trois lignes, Nicolas Bouchaud persifle en disant : « On en reparlera quand Eva Joly sera élue ». Le respect de la démocratie, c'est aussi que les partis qui ne seront pas ceux du président de la République puissent apporter des idées.

Je suis également déçue parce qu'ils ont dit qu'ils étaient effondrés de ne voir aucun sens dans les quelques petites deux-pages des programmes. Il est vrai que cela n'a pas de sens : nous avons écrit que, dans tous les domaines, il fallait favoriser la coopération plutôt que la compétition, renoncer aux indicateurs, préférer la culture de tous et donc valoriser la mosaïque des diversités, les aspirations et les pratiques de toutes les cultures et que, pour nous, la culture est une mission de service public qu'il est nécessaire de défendre au quotidien, ici, mais aussi avec la parole de la France auprès de l'Union européenne. Voilà ! Moi aussi, je suis déçue !

(Applaudissements.)

Sylvain Bourmeau.- Merci d'avoir réagi à ce débat auquel vous avez pu assister, Marie-Christine Blandin, à la différence des deux autres participants.

Avant de passer la parole à Franck Riester, je dirai que l'on peut espérer attendre autre chose que ce qui est écrit dans les programmes. Il y a quelques mois, pour un livre collectif réalisé par la rédaction de Médiapart, à laquelle j'appartenais encore, et qui se penchait sur 1981 et les 110 propositions, j'ai fait l'exercice de relire celles qui concernaient la culture. Il y en avait trois, dont certaines extrêmement précises n'ont jamais vu le jour, comme la création d'une école européenne de cinéma, et d'autres très générales. En tout cas, si on rapproche ces trois propositions, parmi les 110 de François Mitterrand en 1981, des mesures prises assez rapidement par la gauche une fois arrivée au pouvoir, on s'aperçoit d'un fossé énorme, peut-être, mais surtout qu'il ne faut pas s'en tenir aux programmes et que l'on peut donc espérer que, derrière les programmes, il y ait davantage d'idées.

Franck Riester.- Il est vrai que c'est souvent une frustration...

(Arrivée de Jean-Luc Bennahamias et Alain Hayot.)

Voilà nos partenaires des débats culturels. Il se trouve que nous avons eu le bonheur d'être invités par vous-mêmes à débattre aujourd'hui mais que nous avons l'occasion de nous retrouver régulièrement dans différents cercles.

Michel Orier.- En fait, c'est une troupe... *(Rires.)*

Franck Riester.- C'est une troupe quelque part. On varie un peu le show en fonction du public, mais on reste sur une ligne.

Plus sérieusement, il est vrai que c'est une frustration pour celles et ceux qui sont engagés en politique et qui sont sur ces sujets culturels, parce que, pour différentes raisons, par rapport au fonctionnement des médias et d'Internet, par rapport aux priorités des Français et peut-être par rapport aux candidats eux-mêmes, il est très difficile de faire émerger les sujets culturels et les thématiques culturelles, même si, dans les faits, globalement, il y a une volonté affichée de défendre la culture, de préserver la culture et d'investir dans la culture. On peut toujours discuter pour savoir si c'est suffisamment suivi d'effet, mais, globalement, il n'y a pas d'énormes clivages.

Il y en a eu un dans la campagne en matière culturelle, l'arbre qui a caché la forêt de toutes les propositions : le sujet Hadopi, ce que je regrette personnellement parce que ce n'est pas, loin s'en faut, la seule action et le seul bilan du président de la République, Nicolas Sarkozy, et, loin s'en faut, la seule proposition. Il est donc très difficile d'arriver sur le sujet culturel, mais des tables rondes comme la vôtre contribuent à créer le débat et à essayer de montrer les différences dans les divers projets.

Je voudrais dire deux choses très rapides, parce qu'il est important d'avoir les questions de la salle, comme vous l'avez dit tout à l'heure.

Premièrement, même si je sais que cela ne plaît pas toujours, je le dis et le redis parce que c'est une réalité et que les chiffres sont têtus : pour l'ensemble des budgets autour du périmètre du ministère de la culture et de la communication, en tenant compte de l'intégralité des ressources, notamment des taxes affectées qui ont explosé dans certains secteurs pendant ce quinquennat, l'augmentation est de plus de 20 % : on est passé de 6,8 milliards à 8,2 milliards. C'est le premier point et c'est un chiffre clair et sans bavure.

J'ajoute que, concernant plus précisément la mission création, on est passé de 696 millions d'euros (M€) à 795 M€ mobilisés.

Il est donc faux de dire qu'il y a eu un désengagement de l'Etat en matière culturelle. C'est tout l'inverse. Alors même qu'il y a des difficultés budgétaires dans tous les pays occidentaux, et en France comme les autres, et qu'il a été fait des efforts particuliers de réduction ou de non-augmentation des dépenses publiques, la partie budgétaire de la culture, qu'il s'agisse du budget et des taxes affectées, a augmenté.

Deuxièmement, on peut constater en parallèle une augmentation très forte des coûts, notamment pour les scènes nationales, de production des spectacles ainsi que de maintien et de gestion des salles. C'est une réalité. Cela fait que, même s'il y a une augmentation du budget, comme les coûts impondérables augmentent, ce qui reste pour la création pure n'augmente pas, voire baisse dans certains endroits. J'ajoute que l'Etat n'est pas le seul à être confronté à des difficultés budgétaires : les collectivités territoriales, qui sont des acteurs majeurs, notamment pour le spectacle vivant, du financement de la création, ont aussi pris des décisions de baisse des budgets culturels.

Quand on a fait ce constat, il est important à l'avenir de trouver, comme cela a fonctionné dans certains secteurs, le cadre qui permet à la fois que le rôle de chaque acteur, public, privé, national ou territorial, d'être clarifié, que chacun soit clairement devant ses responsabilités et que le national ne dise pas : « c'est la faute des collectivités territoriales », que les collectivités territoriales ne disent pas : « c'est l'Etat qui se désengage », donc que les responsabilités de chacun soient clarifiées et que l'on puisse trouver aussi des financements complémentaires aux financements publics budgétaires purs.

Il faut absolument développer le mécénat, certes avec un certain nombre de limites, et il faut aussi — c'est pourquoi le ministre de la culture et de la communication, à la demande de Nicolas Sarkozy, a lancé une mission "spectacle vivant" — créer un compte de soutien qui permettrait de trouver des financements complémentaires aux financements actuels.

Cela a fonctionné pour le cinéma, cela va fonctionner pour la musique et la partie spectacle vivant de la musique avec la création du CNM, et il faut donc absolument trouver un dispositif pour le spectacle vivant, même s'il ne sera pas identique parce que les réalités sont différentes, dans la mesure où des acteurs qui bénéficient de créations et ne contribuent peut-être pas suffisamment à leur financement doivent être sollicités. Il faut donc arriver à créer ce compte de soutien aussi pour le spectacle vivant.

Sylvain Bourmeau. - Merci Franck Riester. Je vais donner la parole à Aurélie Filippetti. Vous l'avez entendu : les attentes et les demandes sont très fortes, d'où la déception. Quel discours général de politique culturelle peut-on tenir face à de telles attentes pour éviter la déception telle qu'elle s'est exprimée tout à l'heure et, si j'ai bien compris, hier aussi ?

Aurélie Filippetti.- Bonjour à tous. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, on en est à un moment du débat public où les attentes de l'ensemble de l'opinion publique et le positionnement des acteurs politiques sont assez ambivalents, sinon contradictoires. Ce n'est pas du tout une manière de me défausser et de justifier la moindre place prise désormais par les pans culturels dans les programmes politiques, sur laquelle je tenterai de donner ensuite une explication.

Je commencerai par ce constat : il est vrai que des attentes peuvent sembler parfois contradictoires. On attend à la fois un idéal, ce qui est normal, un discours fort, général et généreux sur la culture, un discours qui emporte l'adhésion et qui enthousiasme, l'affirmation ou la réaffirmation de grands principes, d'une dynamique et d'une vision et, en même temps, des solutions très concrètes, des mesures très précises, des chiffres budgétaires, des solutions opérationnelles, des constructions d'organigrammes de l'Etat et de ministères, une répartition des compétences entre les collectivités locales et l'Etat, bref, des choses qui relèvent de la cuisine, de la mécanique politique et de la chose publique.

On a également des attentes contradictoires entre, d'un côté, une attente très forte d'un discours politique sur la culture et, de l'autre, le fait de dire que les leviers ne sont plus au niveau politique, qu'ils sont soit au niveau européen, soit au niveau international, soit au niveau des collectivités locales, soit au niveau des acteurs et des organismes. On a des ambitions légitimes, que je partage, sur la démocratisation de la culture et de l'accès du plus grand nombre à des pratiques culturelles exigeantes et de qualité, à la mise en contact avec des processus de création et avec des artistes, et donc une vision qui s'inscrit dans une histoire : celle du rapport de la gauche avec la culture. En même temps, on a une forme d'humilité recherchée et assumée en disant aux politiques : « Ce n'est plus vous qui êtes aujourd'hui les leviers, les pivots de cette politique de démocratisation culturelle ».

Face à l'individualisation des pratiques culturelles, comment faire pour redonner du sens collectif à cet ensemble de pratiques qui sont devenues de plus en plus individualisées ?

Je pense que la situation assez inconfortable dans laquelle se trouvent les politiques qui, non seulement, s'occupent ou traitent des questions culturelles mais qui se passionnent, par définition, pour ces questions, est de trouver le moyen de répondre à ces attentes des deux côtés. On a vu la même chose avec le débat sur le numérique ou sur Hadopi : à chaque fois, on nous ramenait sur la question du numérique et d'Hadopi et quand on parlait d'Hadopi, on nous reprochait de ne parler que d'Hadopi et non pas de politique culturelle en général.

Je pense qu'il y a vraiment une ambivalence qui s'explique par l'évolution du discours politique et par le positionnement politique vis-à-vis de la culture. En fait, on n'est toujours pas sorti de la période de transition qui, en gros, correspond, selon moi, à la transformation des idéologies politiques, au sens noble du terme, qui a été la conséquence de la chute du mur de Berlin. Je pense que la culture faisait éminemment partie du programme, du corpus idéologique de la gauche socialiste et communiste et qu'il s'agissait donc de mettre en œuvre cet idéal d'émancipation du peuple à travers la culture, les outils culturels et un certain nombre d'institutions culturelles, décentralisées ou non, sur l'ensemble du territoire.

Avec l'ère du doute politique, après la chute du mur de Berlin, il y a eu finalement une sorte d'affaiblissement de cette possibilité même d'exhiber un idéal d'émancipation culturelle que l'on pourrait non pas imposer mais proposer au peuple. Les politiques se sont mis alors eux-mêmes dans une position d'humilité en disant : « Finalement, nous ne sommes peut-être pas non plus les mieux à même d'aller défendre ou promouvoir ce qui est bon pour l'ensemble de la population ».

Cela s'est fait d'ailleurs en concomitance avec ce que Bernard Lahire a étudié comme étant l'évolution des pratiques culturelles, au sens le plus large possible, des pratiques qui étaient auparavant collectives et sociales (selon les classes sociales auquel chacun appartenait et selon les endroits où on vivait, on avait des pratiques à peu près homogènes) et qui se sont individualisées à l'intérieur de chaque classe sociale, avec un mélange de pratiques plus ou moins savantes, plus ou moins populaires ou plus ou moins "nobles" dans la hiérarchie traditionnelle.

Face à ce double mouvement, une sorte d'humilité nécessaire du discours politique et, en même temps, l'individualisation des pratiques culturelles, on n'a toujours pas trouvé exactement le bon chemin pour redessiner les contours d'une véritable ambition culturelle portée par un discours politique fort.

Cela veut dire évidemment que la culture fait partie intégrante du programme du candidat que je représente ici, François Hollande, et que cela se décline sur l'ensemble des champs culturels, mais je pense que nous avons à construire collectivement, avec vous, une nouvelle vision et un nouvel idéal, peut-être une nouvelle utopie mobilisatrice de ce que doit être la place de la culture dans la société, sachant qu'une fois qu'on aura reconstruit cette place de la culture dans la société, on aura aussi une place pour la culture dans le discours politique.

Sylvain Bourmeau.- Merci. Je vais vous passer la parole, Jean-Luc Bennahmias, après vous avoir rappelé ma première question parce que vous n'étiez pas encore arrivé, même si vous l'avez probablement devinée. Je souhaitais simplement vous faire réagir à la déception qui s'est exprimée, aussi bien hier que tout à l'heure, face au discours politique sur la culture dans cette campagne électorale et dans les programmes des différents candidats.

Jean-Luc Bennahmias.- S'il n'y avait que sur la culture que vous étiez déçus de cette campagne électorale, cela se saurait, puisque c'est le cas sur l'ensemble des sujets pour l'instant : on oublie de discuter pouvoir d'achat et emploi, la dette publique a disparu totalement de la campagne...

Sylvain Bourmeau.- Mais aujourd'hui, c'est la culture.

Jean-Luc Bennahmias.- J'entends bien, mais je réponds quand même puisque je fais un peu de politique, comme cela ne vous a pas échappé, et moi non plus.

Puisqu'on fait de la politique et que j'en fais avec François Bayrou, je dirai qu'il n'aura échappé à personne que le sujet culturel, pour François Bayrou, n'est pas un sujet annexe, à côté ou complètement différent, mais un sujet central.

Cela ne vous surprendra pas non plus — et c'est bien dans ce cadre que nous sommes aujourd'hui avec les scènes nationales — qu'il s'agit de savoir avec quel budget on peut faire de la culture. Est-on en capacité aujourd'hui, que ce soit au niveau national ou au niveau des collectivités locales, d'augmenter les budgets culturels ? La réponse est malheureusement non. Il s'agit donc de savoir comment on fait avec les budgets tels qu'ils sont, comment on fait, dans le cadre d'une volonté absolue et obligatoire d'avoir toujours une idée culturelle nationale indispensable (qui, depuis les actes de décentralisation, est passée pour au moins deux tiers, si ce n'est trois quarts, dans les budgets au niveau de la décentralisation), pour continuer d'avoir les réussites francophones, ces spécificités fortes, à la fois françaises et européennes, qui existent encore dans ce que nous sommes capables de faire dans tous les systèmes de création.

Ce n'est pas d'une évidence totale. Chacun sait que l'Union européenne, par rapport à la culture, reste exactement dans le même état que sur le reste des politiques qu'elle mène, c'est-à-dire la concurrence libre et non faussée (ce qui veut dire en termes précis la concurrence non libre et faussée, et je parle bien là au nom de François Bayrou et du Mouvement démocrate). Nous sommes donc toujours dans ce cadre, au niveau européen, d'être obligés de défendre la spécificité culturelle telle que nous l'avons, qui peut et qui doit évoluer, certes, mais qui est spécifique dans le cadre d'actes de subventions réels, au-delà du mécénat et du sponsoring, ce qui implique des difficultés par rapport à la soi-disant libre concurrence.

Comment fait-on avec tout cela ? Comment peut-on gérer les budgets de manière équilibrée ? Chacun sait bien que, comme dans tout budget, 80 % vont aux très gros et 20 % à l'ensemble de ce qui reste dans l'espace culturel. Donc comment fait-on pour que le reste de l'espace culturel qui fait vivre l'ensemble (spectacle vivant, art de la rue, théâtre, danse, musiques diverses et variées, toutes les musiques n'étant pas au même niveau : vous savez bien qu'il est extrêmement difficile de vivre du

jazz et encore plus difficile de vivre des musiques contemporaines) continue à exister, à être produit et à être diffusé devant l'ensemble des publics ?

Si j'avais les réponses à tout cela, cela se saurait, mais ceux qui vous diraient qu'ils en ont vous mentiraient tout autant. Il n'y a pas de réponse simple par rapport à cela. Comment continue-t-on à avoir des espaces ? Comment peut-on défendre les espaces culturels centraux que sont le festival d'Avignon, le festival de Cannes, le festival d'Aurillac (j'en passe car je ne vais pas tous les lister) ? Comment peut-on se mettre au niveau des musiques nouvelles ? Comment peut-on accepter des musiques qui s'adressent à des catégories plus importantes de la jeunesse ? Comment fait-on, comment maintient-on tout cela ?

Globalement, avec mon candidat, il y a une certitude : tout cela sera défendu... *(Rires.)*

Vous pouvez rire, mais c'est la réalité et ce n'est pas forcément le cas de tous les candidats et candidates qui se présentent. Ensuite, chacun voit midi à sa porte, je m'en fous ! Non, je ne m'en fous pas, d'ailleurs... *(Rires.)*

J'ajoute une question importante, qui est tellement importante que ce n'est pas fait, et ce depuis de très nombreuses années : comment met-on notre système éducatif, notre éducation nationale, au niveau des potentialités culturelles existantes dans le pays ? En gros, la culture, dans l'espace de l'Education nationale, avec le sport, est la dernière roue du carrosse ; c'est ce qui saute en premier. Or, alors que nous avons, dans les écoles de musique, les écoles de danse, les conservatoires, les scènes diverses et variées (scènes nationales, scènes locales et différentes troupes, quelles qu'elles soient), des potentialités gigantesques (animateurs, éducateurs, tous les métiers tournant autour du monde culturel) et des centaines de milliers de gamins et d'adolescents qui participent à tout cela, où est le cadre de valorisation réelle de tout cela ?

Il faut donc mettre en place un système de valorisation entre l'espace de l'Education nationale et l'ensemble des espaces culturels, valoriser tout ce qui se fait et faire en sorte que tout cela se fasse en liaison et non de façon complètement séparée entre les uns et les autres, chacun participant, dans le cadre de l'Education nationale, à des notations et des valorisations du cadre de l'Education nationale alors que ce qui se fait à côté n'existe quasiment pas.

Nous pensons, nous, qu'il faut lier tout cela pour arriver à ce que l'ensemble des participants et participantes puisse être ressenti comme nécessaire, utile et donc valorisé.

Sylvain Bourmeau. - Merci, Jean-Luc Bennahmias. Je vais passer la parole, pour terminer ce premier tour de table, à Alain Hayot, qui représente ici Jean-Luc Mélenchon.

Alain Hayot. - Merci. Tout d'abord, je vous prie de m'excuser pour mon retard : j'ai été victime de la dégradation des conditions d'exercice du service public... *(Rires.)*

Je vais tenter de répondre à cette question, que j'interprète comme une invitation, comme l'a fait Aurélie à côté de moi, à nous interroger au fond sur les conditions d'existence d'une politique culturelle publique aujourd'hui.

A gauche, depuis quelques jours, il y a un drôle de débat qui s'instaure, notamment chez ceux qui s'inquiètent de la poussée du Front de gauche et de son candidat, Jean-Luc Mélenchon. On nous dit en effet : « On peut faire avec le Front de gauche, mais il y a un petit problème parce qu'ils mettent en cause les logiques dominantes et celles du système dominant ». Or c'est peut-être là que se situe la démarche que nous avons vis-à-vis de la culture.

Effectivement, notre conception des politiques culturelles publiques repose sur un choix de civilisation : celui de privilégier la capacité de l'être humain non seulement de penser, de s'émouvoir ou d'imaginer, mais aussi d'intervenir dans le champ social et également dans le champ politique. C'est ce que nous appelons dans notre jargon de campagne la "révolution citoyenne". Cette capacité à intervenir est au fond, pour nous, une condition même de la politique. L'enjeu culturel nous paraît de

plus en plus comme un moteur de transformation sociale et comme une capacité à offrir à tous ceux qui veulent prendre en main leur destin individuel et le destin collectif.

Au fond, l'idée domine chez nous qu'il ne peut pas y avoir d'émancipation politique sans émancipation culturelle. Nous voulons donc remettre sur le tapis cette question forte à un moment où tout le monde constate que se bousculent mutation et révolution, que les défis sont gigantesques et que les logiques libérales, les logiques issues du système capitaliste, ne parviennent pas à y répondre.

Nous inscrivons donc notre mot d'ordre, « l'humain d'abord », dans cette logique et, à partir de là, nous réfléchissons sur les politiques culturelles. Face à un capitalisme qui tente de fabriquer des êtres humains normés, uniformisés, conformistes et dociles, parfaitement incapables d'être critiques, d'interpréter le réel et de pouvoir le changer, nous voulons redéfinir les politiques publiques de la culture comme étant celles qui donnent le sens à l'action politique et à la démocratie.

C'est pourquoi nous disons que la culture n'est pas un secteur d'activité gouvernemental comme les autres alors que, depuis pas mal d'années, y compris à gauche, collectivement, on a réduit progressivement, jusqu'à peu de chagrin, les budgets consacrés à la culture et réduit progressivement le rôle du ministère de la culture. Nous voulons, au fond, une politique culturelle transversale qui donne le sens de l'action gouvernementale, qui dise que cette action gouvernementale est là pour travailler la question de l'émancipation humaine, la question d'un changement de société, pour remettre en cause des logiques dominantes qui rentabilisent tout, met tout le monde en concurrence, pratique le soutien au pouvoir des meilleurs, favorise l'autoritarisme, cultive la haine, l'obscurantisme et la violence, comme on est en train de le voir avec les amalgames qui se déroulent sous nos yeux après l'affaire de Toulouse et de Montauban.

Il s'agit donc pour nous, face à cela, d'avoir un projet qui vise, je le répète, l'émancipation de tous et l'épanouissement de chacun.

A partir de là, nous voulons redonner au ministère de la culture un pouvoir important dans l'action gouvernementale : à la fois les missions spécifiques qui sont les siennes — je vais y revenir — mais, en même temps, des missions transversales. Si on parle de remettre en marche l'éducation artistique, si on parle de remettre l'art dans la sphère du travail (qui renvoie à l'individu alors que l'emploi et les entreprises renvoient aux salaires et aux patrons) et de la souffrance au travail, qui a une dimension culturelle, si on veut remettre l'art dans les rapports de production, si on veut revenir sur la rupture qui s'est opérée entre création et éducation populaire et relancer l'éducation populaire, si on veut refaire de l'artiste un citoyen, un chercheur, un travailleur, quelqu'un qui produit, qui crée et qui joue un rôle fondamental dans notre société où le partage du sensible devient une question majeure, il faut effectivement se donner une autre ambition.

Cela veut dire qu'une politique culturelle publique ne se résume pas à la question des moyens, encore qu'elle soit importante, et je ne peux pas accepter que l'on dise que, durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, le budget du ministère de la culture a augmenté de 20 %. C'est une histoire que l'on raconte dans les meetings, mais on ne peut pas le faire dans des débats sérieux, parce que tout le monde sait que les augmentations opérées au sein du ministère ont été aux industries culturelles, que le spectacle vivant a pris des coups terribles et que nous sommes dans une logique de désengagement majeur de l'Etat non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan politique.

En même temps, je vais dire tranquillement à mes camarades socialistes que, pour nous, il est hors de question de parler de sanctuarisation du budget de la culture parce que cela reviendrait, au niveau où il est, à l'enfermer dans le bilan du quinquennat Sarkozy en matière culturelle.

J'énoncerai trois axes, en allant très vite. Je pense en effet qu'il faut refonder et "transversaliser" autour de trois éléments.

Le premier est de garantir la liberté d'opinion et de création. Savez-vous que la liberté de création n'est pas dans la Constitution ? C'est ce qui explique la possibilité de la censure. Il faut donc revenir sur cette question et la remettre en débat. Il faut garantir la liberté de création contre

l'asservissement à la marchandisation, à l'économie industrielle des industries de la culture au sens large du terme, mais il faut aussi la protéger de toutes les manœuvres idéologiques, religieuses et autres et lui donner les moyens de se développer.

Deuxièmement, il faut donner un nouveau souffle à l'imaginaire en mettant la question du partage du sensible, de la réappropriation ou de l'appropriation populaire et citoyenne des ressources artistiques et culturelles partout, dans les entreprises, les cités et les quartiers ainsi que parmi les populations privées de parole et d'accès au monde classique de la culture. Il faut redonner une force politique, une volonté politique de relancer l'éducation artistique et l'éducation populaire.

Troisièmement, il faut reconnaître que le vivre ensemble, aujourd'hui, suppose la reconnaissance de l'autre et de la diversité culturelle et que l'on ne peut plus se contenter aujourd'hui de la vision d'une civilisation qui serait supérieure à une autre — vous voyez à quoi je fais allusion —, parce que c'est à cela que mène au bout du compte le non-respect de la charte de l'UNESCO : au fond, après avoir porté Levi-Strauss aux nues, on est en train de le traiter comme un moins que rien parce qu'il a osé dire qu'il y avait nécessité de la connaissance et de la reconnaissance de l'autre. Par ces temps où on ne résout les problèmes de la jeunesse française des cités populaires qu'à coups de mesures répressives, on ferait mieux de se poser la question de savoir ce que nous avons fait de cette jeunesse.

Pour terminer, je voudrais citer une phrase d'Hölderlin que j'adore : « C'est là où croît le péril que croît aussi ce qui sauve ». C'est précisément parce que nous sommes dans une situation dramatique qu'il faut relever la tête et que, comme le fait Jean-Luc Mélenchon dans cette campagne, il faut regarder plus loin, proposer de dépasser l'existant, recréer l'espoir et rouvrir la perspective. C'est ce que nous proposons aux acteurs culturels, parce que nous ne pensons pas que la culture n'est que l'affaire des acteurs culturels mais elle est aussi celle de l'ensemble des citoyens de ce pays qui sont confrontés, vous le savez, à un enjeu majeur le 22 avril.

Sylvain Bourmeau. - Merci, Alain Hayot.

(Applaudissements.)

Avant de faire un deuxième tour de table, je vais poser une question qui renvoie à l'intitulé de cette table ronde et qui rebondit sur ce qui a été dit hier, si j'ai bien compris. J'en ai entendu un écho ce matin au journal de France Culture de 8 heures, où j'entendais mon vieil ami Vincent Dubois rappeler une antienne sociologique très vieille : "Paris et le désert français".

On peut en effet constater qu'au-delà du phénomène très connu de la décentralisation culturelle, parce que la culture s'est considérablement développée dans tous les territoires en France depuis le début des années 80, il y a, derrière ce constat qui n'est pas faux, une autre réalité : celle du budget considérable dépensé par l'Etat pour des institutions culturelles prestigieuses et situées pour la très grande majorité d'entre elles à Paris. Je n'ai pas les chiffres en tête, mais quand on additionne les budgets des grandes institutions culturelles comme l'Opéra de Paris, la Bibliothèque nationale de France, le Musée du Louvre ou le Centre Georges Pompidou, on arrive à des choses extraordinaires en termes de poids dans le budget de l'Etat.

Comme ce débat a lieu dans une campagne présidentielle, il peut paraître bizarre de parler de décentralisation alors que celui qu'on va élire sera président de la République et sera à l'initiative de la formation d'un gouvernement dans lequel on trouvera probablement un ministère de la culture chargé de mettre en œuvre une politique nationale de la culture.

J'aimerais donc que l'on parle de l'articulation, de la division du travail entre politique nationale de la culture et politique locale de la culture, puisqu'on sait qu'une bonne partie du financement est passé du côté des collectivités territoriales et que, dans le même temps, l'Etat a voulu garder une sorte de mainmise et de contrôle, ce dont on s'est réjoui parfois, parce que les instances de légitimation culturelle ne fonctionnent pas totalement à plein dans des espaces territoriaux dans lesquels on peine à voir émerger des espaces publics et qui connaissent une grande faiblesse des

médias locaux et du travail critique qui est fait. On voit bien quelles dérives il peut y avoir dans la politique culturelle locale.

En tout cas, il y a quelque chose qui reste à régler dans les rapports entre la politique nationale, celle qui est menée par le ministère de la culture, et les politiques locales de la culture.

Pour lancer ce débat, je vais donner la parole à Michel Orier, qui peut partir d'expériences vécues, et j'ouvrirai ensuite la discussion sur cette question.

Michel Orier.- Je commencerai par faire le point photographiquement sur ce qui est dit et raconté et même, d'une certaine façon, sur ce que vous pouvez avoir l'impression d'avoir fait. La réalité, quand on fait le point, est en effet un peu différente.

Les 21 % existent peut-être, mais non seulement nous ne les avons pas vus, mais je peux vous dire, comme c'est un débat qui est à l'initiative de ceux qui représentent la décentralisation culturelle en France (beaucoup d'amis directeurs et artistes dans la salle sont concernés) que, sur les seules scènes nationales — je ne parle pas des CDN qui doivent être dans un état au moins aussi dégradé —, on constate 11 % de perte de ce que l'on appelle le disponible artistique. Il serait bien de le dire à Frédéric Mitterrand car c'est une chose qui peut l'intéresser. Cela vient s'ajouter, depuis janvier, au gel de 6 %.

Très concrètement, sur une maison comme la mienne, qui est une grande maison, le gel représente 20 % de l'écart artistique disponible à la rentrée : 132 000 €. Ce gel n'a pas été levé. Il sera probablement transformé en annulation si rien ne change, ce qui est donc forcément une source d'inquiétude.

Pourquoi une telle situation, pour revenir à la question soulevée par Pierre-Michel Menger hier matin ? Parce que la décentralisation suppose des financements croisés. Je reviens sur la situation que décrivait Sylvain Bourmeau. Le poids des institutions centrales des établissements publics et des personnels afférents au fonctionnement du ministère de la culture représente aujourd'hui un peu plus de 60/40 à l'intérieur du périmètre, sans compter l'Ile-de-France.

Dans ces histoires de financement croisé, cela veut dire que les collectivités territoriales vont financer aujourd'hui quasiment 70 % de la vie culturelle en régions. Quand elles ont des transferts de compétence qui ne sont pas compensés et des transferts de charges importantes, elles ont du mal à les faire et, pour beaucoup d'entre elles, en particulier les départements (nous en sommes des témoins vivants), elles sont contraintes à faire des coupes de crédits extrêmement importantes suite à cela, ce qui explique en partie les baisses en question. Cela ne veut pas dire que l'Etat a baissé partout mais que le financement de l'Etat n'a pas du tout augmenté sur les scènes nationales dans leur globalité.

Il s'ajoute à cela une chose qui s'appelle le mandat de révision qui fait que, pour nos amis de la DRAC Ile-de-France, l'indexation qui prévalait est interrompue, ce qui entraîne évidemment une perte d'argent : à financement constant, on aurait perdu au moins les 6,80 % de l'INSEE.

Je dis cela de façon très pédagogique : ce ne sont pas du tout les coûts de production qui ont explosé. Les artistes ne sont pas mieux payés aujourd'hui qu'il y a cinq ans, bien au contraire.

Ce qui est très troublant, dans cette affaire, c'est que, si on prend un peu de recul en regardant, pour le coup, une situation qui engloberait l'Europe, les pays du Nord, etc., on constate une volonté affichée en France qui est différente, avec un vrai discours sur la démocratisation, quoi qu'on en dise, et un vrai discours sur la décentralisation culturelle, quoi qu'on en dise aussi, qui a donné lieu à une politique défendue à la fois au niveau central et au niveau décentralisé. Mais en réalité, il s'est passé en France ce qui s'est passé partout ailleurs : le développement d'une hégémonie très forte de Paris, qui va rejoindre le groupe des "villes monde" et qui est dans une optique assez libérale. Sur ce plan, peu de choses ont changé.

La seule chose qui est différente est profondément française : c'est la diversité française. Avec ses 36 000 communes, c'est un pays qui coûte cher, plus cher que l'Allemagne et plus cher que l'Angleterre, où il y a 800 communes. C'est une réalité.

La question que je souhaite poser est donc la suivante : comment régler ce *bug* ? Comment fera, demain matin, le futur ministre de la culture (il est peut-être autour de la table) qui arrivera rue de Valois et qui sera, en gros, secrétaire d'Etat aux établissements publics parisiens, dont l'essentiel du budget est confié à des opérateurs nécessairement autonomes alors que, de l'autre côté, il y a le reste de la France, c'est-à-dire 80 % des Français ? A qui vont-ils parler ? Evidemment aux régions ! Et que pourront faire ces régions ? Toute la question est là.

Je voudrais donc savoir quel est le lien possible et ce que vous imaginez les uns et les autres pour "débuguer" cette situation qui est aujourd'hui devenue absolument impensable et impossible.

(*Applaudissements.*)

Sylvain Bourmeau.- Nous allons commencer par le cas de figure d'une absence d'alternance, Franck Riester.

Franck Riester.- Je constate que c'est l'UMP et, après, tous les autres, mais je n'ai aucun problème là-dessus, et je partage d'ailleurs un certain nombre de points que vous avez évoqués.

J'ai dit tout à l'heure qu'il y avait une hausse du coût de production ; je n'ai pas parlé d'une hausse des productions artistiques puisque j'ai dit justement que le montant financier qui restait pour la création était en baisse. J'en suis bien conscient, mais si vous dites que l'Etat gèle ses budgets sur les scènes nationales et qu'il y a 11 % de pertes sur le disponible artistique, c'est bien parce qu'il y a soit des coûts qui ont augmenté, soit des baisses de financements autres.

J'ai dit tout à l'heure que l'idée n'était pas de pointer tel ou tel mais de trouver un système qui permette *in fine* que le disponible artistique augmente. Je ne suis pas en train de dire que l'Isère a baissé de 25 % le montant de ses financements vers la culture.

Cela dit, même si vous ne l'avez peut-être pas vu, il y a effectivement une augmentation du budget global du ministère de la culture et de toutes les ressources qui y sont affectées, notamment par l'augmentation des taxes affectées.

Il faut que vous sachiez — c'est pourquoi je suis très favorable à un compte de soutien — que le budget du CNC, dont tout le monde reconnaît que c'est un formidable acquis du fonctionnement institutionnel et culturel de notre pays et qu'il a eu des effets très positifs sur le cinéma, est passé en cinq ans de 517 M€ à 750 M€ l'an dernier. Vu le contexte économique et budgétaire, on est redescendu à 700 M€ dans le budget 2012, mais cela représente quand même une augmentation massive des budgets pour le cinéma et le CNC, et il en est ainsi parce qu'il y a eu un compte de soutien créé par Nicolas Sarkozy, une taxe affectée au cinéma qui est prélevée sur le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès Internet. Ce sont bien des ressources considérables et nouvelles qui ont été au service du cinéma. Il faut donc trouver un dispositif.

Sylvain Bourmeau.- Cela veut-il dire que le cinéma a mieux tiré son épingle du jeu que d'autres secteurs ?

Franck Riester.- En tout cas, c'est effectivement la dynamique de cette taxe affectée qui a été déterminante dans le financement du CNC. Il faut donc regarder derrière pour parler de la même chose, mais il faut aussi se projeter.

C'est pourquoi la proposition forte qui est faite est de dire qu'il faut absolument créer une loi cadre permettant de mieux définir les responsabilités de chacun entre ces différents acteurs. Je suis un élu local et je ne suis pas en province mais en Ile-de-France, mais entre la frange de l'Ile-de-France et de la province, c'est la même chose : quand vous êtes à 60 ou 80 km de Paris, vous avez les mêmes problèmes qu'en province.

J'ai rencontré les créateurs d'un festival rural qui s'appelle VoulStock, près du village de Voulangis, qui ont des problèmes administratifs, des problèmes d'augmentation de coûts liés à l'organisation de leur festival, des problèmes de bénévolat parce qu'il y a de moins en moins de bénévoles, y compris dans le secteur culturel et qui doivent donc trouver des financements pour payer des gens. Bref, ils ont des difficultés énormes de financement. Il faut donc créer un cadre, une législation ou une réglementation qui permette de bien définir qui fait quoi entre les différents acteurs et, ensuite, avoir un compte de soutien qui permette derrière d'aider à la production de nouveaux spectacles, mais aussi à la diffusion, car on voit régulièrement des productions qui ne sont pas représentées en nombre suffisant et qui, ensuite, ne sont pas diffusées à un public suffisamment large.

A l'ère du numérique, il y a des partenariats et des dispositifs à mettre en place pour faire en sorte que les captations de spectacle, par exemple, puissent à la fois permettre à un plus grand nombre de citoyens de bénéficier de spectacles et aux créateurs de spectacles de financer leur production.

Sylvain Bourmeau.- Je vous demande à tous d'être assez brefs si nous voulons avoir assez de temps pour les questions. Marie-Christine Blandin, que répondez-vous à cette question sur l'articulation entre politique nationale de la culture et décentralisation culturelle ?

Marie-Christine Blandin.- Nous avons l'exemple avec la culture scientifique : 99,9 % des moyens sont sur Paris. Les autres n'ont qu'à confier leur intelligence à la publicité pour le déodorant qui attire les filles et compagnie ! Comment peut-on réguler cela ? Je pense qu'il faut faire un gel — mais celui-là est intéressant — de la construction de nouveaux équipements au gré de l'ego des présidents et des ministres qui se succèdent.

Franck Riester.- Pompidou-Metz, c'est Paris ? Louvre-Lens, c'est Paris ? Pompidou mobile, c'est Paris ?...

Marie-Christine Blandin.- On s'arrête ! C'est comme offrir une tablette iPad à un SDF ! Comment voulez-vous qu'il finance l'abonnement ? Vous cédez des œuvres nationales, qui n'appartiennent donc ni à Paris, ni à l'Ile-de-France, et vous concédez le fait que les bouseux chhtis vont pouvoir voir quelques œuvres...

Franck Riester.- Ce n'est pas une bonne chose ?

Marie-Christine Blandin.- ...à condition qu'ils construisent, qu'ils chauffent et qu'ils paient le fonctionnement et tout le reste !

Franck Riester.- Vous êtes contre ?

Marie-Christine Blandin.- Essayez de proposer à un SDF d'avoir 100 € de votre poche s'il est capable de mettre 100 € sur le trottoir devant lui et vous verrez le constat. Cet aménagement du territoire est un leurre ! C'est injuste ! Quand on fait des cadeaux, on va jusqu'au bout. Donc ce n'est pas un cadeau !

(Applaudissements.)

Il en est de même pour la philharmonie et le reste, qui vont ruiner les budgets.

Comment refait-on le dialogue ? J'évoquais le gel jusqu'à temps que l'on ait rétabli l'équilibre. Nous avons besoin d'un ministère fort et garant de cette équité territoriale et d'un ministre qui ne devienne pas un tout petit garçon dès que Bercy hausse la voix.

Vous parlez du CNC qui est un bijou mutualiste alors que le Centre national de la musique va prendre aux petits pour nourrir les industries culturelles et se déguise en CNC !

(Applaudissements.)

Franck Riester.- C'est totalement faux !

Marie-Christine Blandin.- De plus, vous parlez du CNC alors qu'il n'a pas fini la numérisation des salles, laissant aux grands groupes la possibilité de le faire, en échange d'une mainmise sur la programmation. Adieu le cinéma d'art et essai ! Vous parlez donc du CNC alors que l'on vient de lui piquer ses sous dans le dernier budget rectificatif pour les faire tomber dans le budget de l'Etat.

Que croyez-vous que vont faire les Américains ? Déjà qu'on leur prend des centimes sur la billetterie de Disney pour payer la création cinématographique française, ce dont je me félicite, le jour où ils vont découvrir qu'on leur pique des sous sur la billetterie Disney pour acheter des chars Leclerc, ils ne vont plus être d'accord et ils auront raison !... *(Rires.)*

Le CNC est donc un très mauvais exemple.

Franck Riester.- C'est un très bon exemple, au contraire, et tout ce que vous dites est totalement faux !

Marie-Christine Blandin.- Je renvoie tout le monde au débat parlementaire.

Si on parle de l'équilibre territorial, il faut parler moyens. Je vous propose alors la clé suivante : on cesse de nourrir sans raison les intérêts privés opportunistes. Lisez, dans l'édition Médiapart du 19 mars, les conflits d'intérêt à la direction générale de la modernisation de l'Etat : Cap Gemini, appelé en conseil, dit : « Vous feriez mieux de sortir l'informatique de tous les ministères ; il faut externaliser ». On fait donc un marché et qui remporte ce marché ? Cap Gemini ! Depuis, les dépenses de ces ministères augmentent de 4 % par an ! Il y a des sous !

Franck Riester.- On est loin de la territorialisation.

Marie-Christine Blandin.- Non. On est tout près de là où se cache l'argent, justement !

McKinsey, consultant privé, est embauché chez Woerth, propose d'appeler des consultants et fait un marché. Qui obtient le marché de 36 millions ? McKinsey ! Je vous les trouve, moi, les sous pour équilibrer le territoire !

(Applaudissements.)

Franck Riester.- La baguette magique de Mme Blandin !

Jean-Luc Bennahmias.- Je vais choquer, mais tant pis. Si la gauche avait fait mieux que la droite dans les dernières années par rapport aux politiques budgétaires culturelles, cela se saurait ! S'il y avait une différence structurelle importante, cela se saurait ! Il y a une différence d'approche idéologique et philosophique et cela se sait, mais sur le fond, il n'y a strictement aucune différence.

(Protestations.)

J'ai quand même le droit d'exprimer ce que j'ai envie d'exprimer. Je l'exprime en tant que personne de gauche et qui a envie, par rapport à cela, que l'on dépasse les cadres idéologiques à l'ancienne. On est révolté ? Cela fait plaisir ? Très bien, je suis d'accord, mais comment fait-on, aujourd'hui, pour répartir les budgets entre les grosses structures qui prennent 80 % et l'ensemble des autres structures qui prennent 20 % ?

On est en train d'organiser, notamment à Marseille, avec Alain et pas mal d'autres appartenant aux collectivités locales, ce qu'on appelle « Marseille, capitale européenne culturelle en 2013 ». Mais comment répartit-on tout cela entre les grosses structures et les structures les plus petites qui sont sur le territoire ? Pour l'instant, on n'y arrive pas parce que les grosses structures, à ce niveau-là (c'est normal : elles ont des charges lourdes et des investissements qui ont été faits), prennent l'ensemble du budget, si ce n'est 80 ou 90 %.

Cela fait que, sur les Bouches-du-Rhône et la ville de Marseille, par rapport à « Marseille, capitale européenne culturelle 2013 », il y a un fond de révolte extrêmement important, les gens

disant qu'encore une fois, tout viendrait du national et ne repartirait pas suffisamment. La question posée est donc de savoir comment on met en place de réelles répartitions budgétaires.

Excusez-moi d'en revenir au débat sur le CNC, mais nous avons la chance d'avoir encore un cinéma existant. On peut débattre de l'utilisation des fonds du CNC, mais l'idée que veulent avoir collectivement les démocrates autour de cette table est de voir comment on défend tout cela, comment on peut continuer à avoir cette possibilité d'expression culturelle, de défense culturelle, d'avoir un cinéma qui existe, du théâtre qui existe, de la musique qui existe...

Regardez où nous en sommes, nous, espace francophone, Etat français et culture française dans les différentes régions par rapport à ce qui existe dans le reste du monde et le reste de l'Europe ! Quand on est au Parlement européen et à l'Union européenne, on s'aperçoit que nous sommes exceptionnels. Donc continuons à défendre cette exception et à faire en sorte qu'elle puisse exister. Cela demande un autre débat frontal qu'une fausse division idéologique entre une droite et une gauche qui, je le répète, par rapport à ces gestions culturelles, ont extrêmement peu de différences sur le fond et seulement un peu sur la forme.

Sylvain Bourmeau.- Alain Hayot ?

Jean-Luc Bennahmias.- Merci beaucoup pour les applaudissements nourris !... *(Rires.)*

Alain Hayot.- Jean-Luc Bennahmias est impayable !

Sylvain Bourmeau.- Merci d'être brefs dans vos dernières interventions, s'il vous plaît.

Alain Hayot.- J'irai très vite. Sur cette question de la décentralisation culturelle, moi qui ai été élu à la culture d'une région pendant six ans, monsieur Riester, je vous répondrai que je n'habite pas en province mais en région. La province, c'est avant 1789. C'est seulement une remarque d'ordre sémantique mais qui a quand même son importance.

Je veux dire qu'aujourd'hui, le partenariat avec les régions est devenu incontournable, ne serait-ce que sur le plan financier. En gros, sur une dizaine de milliards d'euros de dépenses publiques en faveur de la culture stricto sensu (je ne parle pas de ce qui traîne à droite et à gauche, des fonds mutualisés ou des fonds dédiés qu'on a parfois intégrés au budget du ministère de la culture mais qui n'en font pas partie), vous avez 3 milliards de budget du ministère et 7 milliards provenant des collectivités territoriales. Il faut donc se poser une question simple : si on veut développer une grande politique de ce que nous avons longtemps appelé la démocratisation culturelle et la démocratie culturelle, qui consiste aujourd'hui à soutenir ce qui émerge au plus près des territoires, soutenir les artistes qui travaillent dans ces territoires et soutenir les structures culturelles qui y travaillent (les compagnies et autres), il faut obligatoirement inscrire dans la loi les rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Moi, je ne demande pas la décentralisation de la culture au profit des régions : nous ne sommes pas en Allemagne, ce n'est pas notre histoire et je pense que nous n'y aurions pas intérêt. Je pense qu'il faut garder un Etat qui a une ambition en matière culturelle et des vrais budgets pour y faire face, qui est capable de fournir des orientations nationales et de garantir l'égalité entre les territoires. En même temps, il faut mettre en place un cadre législatif à une compétence partagée avec les collectivités territoriales.

Le Front de gauche propose donc que nous mettions en place des conférences régionales permanentes sous la double autorité de l'Etat et des collectivités territoriales dans chacune des régions et que ces conférences régionales permanentes soient capables d'aller chercher cette émergence et cette d'innovation et de soutenir la culture dans les territoires. Il me semble que c'est une chose qui est possible et qu'une politique de gauche doit obligatoirement porter cette ambition.

Je vais ajouter une chose qui me taraude depuis tout à l'heure, très honnêtement, en faisant le bilan du quinquennat culturel sarkozyen : comment la réforme territoriale que vous avez inventée a-t-elle pu à ce point être un véritable attentat contre la culture ? A cause de la disparition de la

compétence générale, puisque rien n'est prévu dans la loi, rien n'oblige un élu municipal départemental ou régional à consacrer le moindre euro à la culture. Alors que, dans la loi française, il y avait ce qu'on appelle la compétence générale qui a fait qu'à un moment donné, les élus ont répondu aux attentes et aux besoins des artistes et des créateurs, mais aussi à ceux des populations et ont investi, voilà qu'une réforme territoriale veut, d'une part, les priver de la compétence générale et, d'autre part, les asphyxier sur le plan financier, ce qui fait que même des collègues de gauche, à mon grand dam, se tirent une balle dans le pied en diminuant les budgets de la culture, qui ne sont pourtant pas considérables.

Je trouve donc que la gauche devrait, d'une part, abroger la réforme territoriale et remettre en chantier un nouvel axe de la décentralisation démocratique qui réaffirme le rôle de l'Etat et sa capacité à garantir l'égalité entre tous les territoires et à se donner une ambition nationale et, d'autre part, mettre en place une structure que j'appelle "conférence régionale".

J'ai ici les épreuves d'un livre qui ne sortira que demain — je suis désolé — et qui s'appelle *Quelle humanité voulons-nous être ?* C'est le programme culturel du Front de gauche, un livre de cent pages que nous présenterons devant la presse demain et lundi soir prochain au Bataclan avec Jean-Luc Mélenchon.

Cela fait partie des propositions que nous faisons, et je pense que la décentralisation culturelle mérite mieux que cette réforme territoriale qui porte des coups aux collectivités dans tous les domaines et non pas seulement sur le plan culturel.

Sylvain Bourmeau. - Merci. Je passe la parole à Aurélie Filippetti.

Aurélié Filippetti. - Tout d'abord, il faut revenir au nerf de la guerre et à la question budgétaire. Alain Hayot parlait de la répartition 70/30 (70 % pour les collectivités locales et 30 % pour l'Etat) dans le financement global de la culture en France, et il a donné des chiffres exacts : 7 milliards et 3 milliards, ces 3 milliards étant le budget de la mission culture. On est donc loin des 8 milliards d'euros et quelques annoncés tout à l'heure par Franck Riester ainsi que des 21 % d'augmentation. Je voudrais donc, une fois pour toutes, et j'y reviendrai au fil de la campagne, faire un sort à ce chiffre de 21 % d'augmentation au cours des cinq années précédentes.

Il n'y a pas eu 21 % d'augmentation, et le chiffre du budget de l'Etat consacré à la culture n'est pas de 8,5 milliards. Les 8,5 milliards englobent non seulement le budget de la culture, mais aussi les budgets afférents à tous les autres ministères dans le champ culturel (par exemple 750 millions d'euros pour les postes d'enseignants en art plastique ou en éducation musicale dans l'Education nationale ; par exemple le budget culturel du ministère des affaires étrangères ou celui du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) ainsi que les dépenses fiscales (tout ce qui relève des dispositifs Malraux, l'exonération sur les monuments historiques, la TVA à taux super réduit pour les 140 premières représentations) qui sont, dans les chiffres donnés par la droite, évaluées à 500 M€, à la louche, alors que la Cour des comptes les évalue à 360 M€. Il faut ajouter à cela le budget consacré à la compensation de la suppression de la publicité sur France Télévisions.

Bref, on voit bien que ce chiffre de 8,5 milliards ne correspond nullement au budget réel de la culture, qui est 4,2 à 4,3 milliards aujourd'hui en France, dans lequel il faut regarder ce qui concerne réellement la mission culture (et non pas les programmes médias et les industries culturelles) qui est passée, elle, de 2,6 ou 2,7 milliards en 2007 à 2,97 milliards en 2012, soit une augmentation d'environ 10 % dont il faut évidemment retrancher l'inflation, ce qui aboutit à une augmentation de seulement 2 % de ce budget de la mission culture.

Enfin, si on examine en détail cette augmentation de 2 %, on s'aperçoit qu'elle est essentiellement happée par les budgets des grands travaux qui, comme cela a été dit, sont essentiellement concentrés sur l'Ile-de-France et la région parisienne, à l'exception du MuCem, grands travaux qui ont d'ailleurs connu une dérive de leurs coûts de 25 à 30 %, alors que le budget des crédits d'intervention des DRAC est passé de 269 millions en 2007 à 279 millions en 2012, soit 10 millions

d'augmentation sur cinq ans. Avec l'inflation, cela correspond en fait à une dégradation de 7 % du budget des crédits d'intervention des DRAC, qui servent réellement à financer le spectacle vivant.

La réalité des chiffres est là et c'est face à cette réalité que nous disons aujourd'hui que la culture en France est dans une situation de naufrage. Nous sommes dans un naufrage budgétaire face auquel il faut réagir de façon très forte et rapide...

(Réactions dans la salle.)

Comment réagir ? Tout d'abord, sur ces crédits d'intervention, il faut évidemment revenir — François Hollande l'a dit — sur le gel qui a été annoncé. Il y aura donc un dégel de ces crédits. Il faudra par ailleurs rétablir les crédits qui ont été annulés au cours de la dernière loi de finances rectificative et s'engager dans une politique de redynamisation de ces crédits d'intervention pour l'ensemble du spectacle vivant parce que c'est là que doit porter notre effort.

S'engager dans une politique dynamique, cela impliquera de répartir — les DRAC devront travailler là-dessus — ces crédits d'intervention entre les institutions culturelles installées sur les territoires, les scènes émergentes et les pôles de diffusion sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, pour répondre aux besoins qui sont réels et à l'urgence réelle, il faudra insuffler à nouveau une progression budgétaire au cours des années à venir. Je ne vais pas vous donner de chiffres aujourd'hui, mais nous devons avoir une progression de ces lignes et de ces crédits d'intervention des DRAC consacrés au spectacle vivant. Cela pourrait être d'ailleurs des crédits qui seraient pris sur l'arrêt de certains grands chantiers ; je pense notamment à l'arrêt du chantier de la Maison de l'histoire de France, qui a d'ores et déjà été annoncé par François Hollande et qui permettra de faire une économie de 80 millions.

Ensuite, dans les autres priorités, il y a évidemment la question de l'éducation artistique, dont le budget est extrêmement faible au sein du ministère de la culture (près de 30 M€), de même que le budget de la démocratisation culturelle (50 M€ au sein de ce même ministère). Ces lignes devront aussi connaître une progression et une redynamisation parce que c'est bien là que nous devons faire porter notre effort.

Cet effort doit se faire effectivement en partenariat entre l'Etat et les collectivités locales par le biais des financements croisés. Il est indispensable de dire qu'il y a une décentralisation de gauche et une décentralisation de droite. Celle de gauche, c'est quand on fait confiance aux collectivités locales, quand celles-ci s'engagent et se professionnalisent, quand on élabore un dialogue.

A cet égard, le Parti socialiste propose et soutient aussi l'institutionnalisation d'une conférence régionale sur la création artistique pour permettre aux régions, avec les collectivités locales, de faire régulièrement le point avec l'Etat et les organismes culturels sur les besoins et l'état d'avancement des budgets dans chacune de ces régions. Donc oui à une conférence régionale des collectivités locales sur la création artistique.

Quant à la décentralisation de droite, en revanche, elle revient à se délester sur les collectivités locales, comme cela a été fait depuis la loi Raffarin de 2004. On se déleste sur les collectivités locales et on ne leur donne pas les compensations nécessaires sur les nouveaux services qu'elles doivent assumer, tout en sachant que, du fait de la crise, ces collectivités ont vu leurs dépenses sociales augmenter, ce qui fait qu'un certain nombre d'entre elles se sont retrouvées prises à la gorge et noyées sous des dépenses contraintes qui ont fait qu'elles n'ont pas pu continuer à intervenir dans les domaines culturels, dans lesquels l'Etat s'était totalement désengagé.

Il faut donc redonner un nouveau souffle à la décentralisation culturelle, mais avec un Etat qui reprenne ses missions essentielles de pilotage, d'élaboration d'une stratégie, aussi bien avec les collectivités territoriales qu'avec les établissements publics, et de définition des grandes lignes en matière de politique d'accès des publics ou en matière de mécénat, en faisant en sorte d'avoir une péréquation sur l'ensemble du territoire afin de ne pas avoir des différences trop criantes entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres.

Bref, il faut requalifier l'Etat qui s'est affaibli et décrédibilisé au cours des dernières années et le repenser de telle sorte qu'il soit le garant de cette équité territoriale. Ce sera à l'Etat de relancer cette grande concertation et d'inventer ce nouveau contrat avec l'ensemble des collectivités locales pour un nouvel élan dans le domaine de la création.

Sylvain Bourmeau.- Merci. Vous avez maintenant la parole. Des micros vont circuler et je vous demanderai simplement de vous présenter en prenant la parole.

Premier débat avec la salle

Gérard Marcon.- Je suis directeur de scène nationale. Tout d'abord, je remercie Aurélie Filippetti de cette clarification sur le budget. Il était important de le dire parce que, franchement, cette mauvaise foi est insupportable.

Je voulais vous poser une question sur le Centre national de la musique. François Hollande s'est prononcé pour le maintien de cette instance et je crois que vous avez précisé que vous seriez vigilante sur la gestion de cette agence et, notamment, sur l'intérêt des petites structures et des centres de recherche. Comment comptez-vous vous y prendre ?

Sylvain Bourmeau.- Si vous le voulez bien, nous allons regrouper les questions, ce qui sera plus pratique.

Jérôme Lecardeur.- Je dirige le Théâtre auditorium de Poitiers, scène nationale. Ma question concerne le cinéma, que vous avez eu la bonne idée de faire apparaître dans vos témoignages. J'ai eu à me battre, dans le cadre d'une scène nationale précédente, en Normandie, sur la question du cinéma pour préserver l'art et essai et je viens de me battre à nouveau à Poitiers sur la question de l'art et essai, avec beaucoup de difficultés, contre des groupes privés considérables et très puissants.

Je précise que ce n'est pas la bataille de Poitiers et que ce sujet ne me suit pas ; c'est un sujet national et une bataille nationale qui est engagée sur la question de l'art et essai : souvenez-vous de ce qui s'est passé à Montreuil, à Rouen et dans de nombreuses villes. J'ajoute, si nos interlocuteurs ne le savent pas, que 30 % des scènes nationales font du cinéma d'art et essai car cela fait aussi partie de nos missions de soutien à la création.

J'en viens donc à ma question : que comptez-vous faire pour préserver la diffusion de l'art et essai alors que cette bataille est non seulement engagée mais qu'elle est en train de faire plier doucement la création cinématographique ? Petit à petit, on verra disparaître tranquillement la création cinématographique que l'on a su si bien préserver dans ce pays contrairement à d'autres.

Patrice Caratini.- Je rejoins les deux questions précédentes car ma question concerne le Centre national de la musique et son mode opératoire, c'est-à-dire, au-delà de la musique, le principe du compte de soutien, qui est évoqué pour le CNC et même pour le spectacle vivant, comme M. Riester vient de le dire.

Outre le fait que cette problématique entraîne une gestion de fait des politiques culturelles par les gens qui seront gestionnaires des établissements publics qui seront créés, ce qui me paraît complexe car je ne vois pas comment cela peut se faire en termes de vision de politique culturelle, je voudrais poser une question à Aurélie Filippetti pour rejoindre les questions précédentes. J'ai assisté récemment à une réunion avec Patrick Bloche et d'autres élus et quand j'ai demandé à Patrick Bloche quelle était la position du Parti Socialiste sur le Centre national de la musique parce qu'elle ne nous paraissait pas claire, il nous a répondu que, si vous venez aux affaires, le projet du Centre national de musique serait revu de A à Z. Je voudrais donc savoir ce qui se passe entre A et Z et si vous pouvez compléter... (*Rires.*)

Sylvain Bourmeau.- Franck Riester, je vous donne en premier la parole parce que vous devez partir rapidement.

Franck Riester.- Je ne dirai que quelques mots.

La problématique de l'art et essai dans le cinéma est très vraie. Le nécessaire accompagnement des salles pour le passage au numérique est un acquis et une bonne chose : il faut que nous donnions les moyens à nos salles de cinéma de s'adapter à des nouvelles technologies. Le problème — j'en suis témoin dans la ville de Coulommiers où nous avons un cinéma d'art et essai géré par un exploitant local —, c'est que les collectivités intercommunales, départementales et régionales ont investi dans un nouveau cinéma de quatre salles lui permettant d'avoir l'accès aux personnes à mobilité réduite et d'avoir le numérique et qu'aujourd'hui, sa programmation n'est plus du tout art et essai. Il a perdu le label et il ne fait plus d'art et essai alors qu'il en faisait précédemment dans une salle qui ne permettait pas aux personnes à mobilité réduite de rentrer et qui n'avait pas le numérique.

Nous sommes donc face à une conséquence sous-estimée de la numérisation des salles et il est urgent que le CNC, qui est à la base des aides pour la numérisation des salles, qui donne un certain nombre de labels et qui est à la manœuvre sur des financements de nouvelles productions, en collaboration avec le ministère, puisse trouver des dispositifs. J'avoue que je n'ai pas de réponse précise à vous donner aujourd'hui qui permette d'accompagner la filière art et essai qui est en danger avec la numérisation des salles. C'est clair, net et précis.

Ensuite, le CNM est un process en cours, en marche, qui a pour vocation :

- 1) de fédérer les acteurs de la filière musicale, qu'ils soient producteurs de musique enregistrée, artistes interprètes, auteurs-compositeurs, producteurs de spectacles vivants et toutes celles et ceux qui sont liés à ce secteur de la musique ;
- 2) deuxièmement, d'offrir des centres de ressources pour les exportations de productions (on parlait d'aide à la diffusion d'un certain nombre de productions) ;
- 3) troisièmement, ce qui est cœur du dispositif, d'aider les nouvelles productions en musique enregistrée avec des critères en fonction du type de musique, pour aider les nouveaux talents, les musiques confidentielles et les spectacles vivants en région.

J'ajoute que nous avons beaucoup insisté, dans le rapport que j'ai fait avec Didier Selles et un certain nombre de professionnels qui a été remis à Frédéric Mitterrand au sujet de la création du Centre national de la musique, sur le fait qu'une attention particulière serait donnée aux festivals ruraux, aux scènes régionales et aux festivals régionaux, afin de donner les moyens, grâce au CNM et aux ressources nouvelles liées à ce compte de soutien, c'est-à-dire aux fournisseurs d'accès Internet qui contribueront, si le CNM est réalisé, au pot commun qui est constitué d'autres ressources, pour aller aider de nouvelles productions de spectacles vivants et de festivals en région. C'est vraiment dans les priorités du CNM.

Quant à la gestion de fait, il faut effectivement être vigilant et vous n'avez pas tort puisque c'est la limite du système, mais regardons ce qui s'est passé avec le CNC. Il y a forcément des dérives et des effets d'aubaine, mais, globalement, cela a été un formidable outil au service du cinéma, de sa diversité et de sa créativité.

Je suis désolé de devoir m'en aller. Je vous souhaite une bonne fin de réunion.

(Départ de Franck Riester.)

Sylvain Bourmeau.- Merci. Aurélie Filippetti, je me tourne vers vous pour que vous répondiez à la question sur le Centre national de la musique, puisqu'elle vous a été adressée directement.

Aurélie Filippetti.- Nous avons dit effectivement que nous remettrions totalement à plat le projet du Centre national de la musique qui pose un certain nombre de problèmes, en particulier dans sa gouvernance. En effet, alors que nous parlions de décentralisation, il faut associer dans la gouvernance du futur CNM les collectivités locales qui participent de manière importante aux politiques culturelles.

De même, dans les objectifs du CNM, il est hors de question de renforcer encore les phénomènes de concentration qui sont à l'œuvre dans le secteur musical. S'il doit y avoir un CNM, il faudra qu'il s'occupe à la fois de la production musicale, c'est-à-dire de la musique enregistrée, mais aussi du spectacle vivant et, surtout, qu'il ait pour objectif de contribuer à la diversité de la production culturelle et à l'amélioration des conditions de diffusion.

Aujourd'hui, dans le CNM tel qu'il est prévu, 70 % des aides seraient attribuées en fonction du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année précédente, c'est-à-dire que les aides iraient vers les plus gros et que cela accentuerait le phénomène de concentration. Il faudra donc changer cette clé de répartition absurde pour favoriser les esthétiques les plus diverses et les plus novatrices et permettre l'expression de toutes les musiques, notamment la création contemporaine.

Il s'agit donc de favoriser la diversité de la création, de favoriser la diffusion avec le spectacle vivant et de revoir les conditions de financement du CNM, parce que l'idée de faire une ponction sur le budget du CNC pour financer le CNM est absurde. On nous annonce aujourd'hui que 15 millions d'euros vont être affectés à la mission de préfiguration du Centre national de la musique alors que ces 15 M€ ne se retrouvent nulle part et qu'ils n'ont été votés au cours d'aucun des débats budgétaires qui ont eu lieu, même les plus récents. Ces 15 M€ vont donc être pris quelque part au ministère de la culture sans que l'on sache où.

Il faut donc tout remettre à plat. Notre idée, c'est qu'on a besoin d'une instance de discussion, de réflexion et de régulation du secteur musical dans son intégralité. Par conséquent, pourquoi ne pas faire du CNM cette instance de discussion et de réflexion sur la régulation, notamment face aux grands phénomènes de concentration capitalistiques qui sont à l'œuvre ? Oui, à ce moment-là, il peut y avoir un CNM, mais il faudra remettre à plat ce chantier en faisant une large concertation qui n'a pas du tout eu lieu au sujet du CNM tel qu'il est annoncé aujourd'hui.

J'ajoute que nous avons le temps de le faire puisque le budget réel du CNM sera voté à la fin de l'année 2012 et ne sera opérationnel qu'en 2013. Ce sera donc dans les premières missions du nouveau gouvernement si François Hollande est élu président de la République. Il faudra remettre à plat ce fonctionnement du CNM pour en faire une instance au service de la diversité et de la création musicale.

Pour le cinéma, l'objectif est le même : il faut favoriser à la fois la production indépendante, les films indépendants et, évidemment, la diversité dans la diffusion. Les cinémas art et essai sont un rouage indispensable et essentiel de notre système de diffusion. Là aussi, les phénomènes de concentration via les grands multiplex ont eu un effet en amont de la filière qui a été accentué par la numérisation. En effet, ce n'est pas la numérisation qui crée l'effet de concentration, mais elle le renforce puisqu'il est évidemment beaucoup plus facile de diffuser les mêmes films dans plusieurs salles différentes d'un même cinéma et donc de renforcer les effets de blockbusters.

Là aussi, il faut donc que les aides du CNC soient mieux réparties et qu'elles irriguent également la diffusion. Ces aides doivent en effet aller non seulement à la numérisation des salles, mais aussi à la diffusion dans les cinémas d'art et essai et à la diversité dans la diffusion, parce que cela permet la diversité dans la création.

Je pense aussi qu'en matière d'éducation artistique, il faut relancer un projet qui a été lancé il y a quelques années et qui est tombé un peu en désuétude : "Collège au cinéma", "Ecole au cinéma" et "Lycée au cinéma", qui consiste à emmener des élèves voir des films dans des cinémas d'art et essai. C'est comme cela qu'en éduquant les élèves et les jeunes et en les emmenant voir des films, non pas sur des écrans de télévision dans des salles de classe mais bien dans les cinémas qui sont faits pour cela, on peut les éduquer et leur donner le goût d'aller voir des films différents et exigeants, dans des cinémas qui ont une programmation de qualité.

Sylvain Bourmeau. - Je vais vous donner la parole, Alain Hayot et Jean-Luc Bennahamias, mais je vous demande vraiment de répondre très brièvement.

Jean-Michel Puiffe.- Il faudrait parler du spectacle vivant, s'il vous plaît, c'est-à-dire de théâtre, de danse, d'arts du cirque, d'art de la rue, etc. ! C'est de cela que l'on parle ici !

(Applaudissements.)

Sylvain Bourmeau.- Les questions ont été posées depuis la salle sur la musique et le cinéma.

(Protestations.)

Dans la salle.- La parole est confisquée !

Alain Hayot.- Je partage le souci exprimé par la salle. Puisque le débat est sur l'art vivant, parlons de l'art vivant.

En une phrase, je vais simplement dire que, pour toutes les raisons que vient d'évoquer Aurélie Filippetti, le Front de gauche se prononce très clairement pour la remise à plat totale du projet de CNM qui a été fait à la va-vite, dans un compte à rebours électoral et exclusivement, encore une fois, comme Hadopi, pour alimenter les caisses des grandes majors. Nous proposons tout simplement la remise en débat de toute cette affaire et nous avons des propositions.

Cela dit, je suis d'accord sur le fait que nous sommes là pour parler du spectacle vivant, mais vous admettez quand même, au passage, que la musique est un spectacle vivant.

Jean-Luc Bennahmias.- Les promesses électorales, vous avez le droit d'y croire, mais moi, je n'en crois pas un mot ! Aurélie, je t'adore, mais je t'entends parler des multiplex. Comment sont-ils nés ? Uniquement avec la droite au pouvoir ? Je rêve ou quoi ? Dans les grandes villes françaises et les grandes régions, ils sont arrivés à la fois avec la gauche et la droite pour des raisons d'emplois et de facilité économique ! On va donc le remettre en cause ?

Il y a deux solutions dans ce qu'on propose aujourd'hui, en dehors de parler du fond, des arts de la rue et du reste, et je suis d'accord : soit c'est l'insurrection citoyenne proposée par Jean-Luc Mélenchon avec un rapport de forces dans la société...

(Acclamations et applaudissements dans la salle – Geste d'accueil d'Alain Hayot – Rires.)

Jean-Luc Bennahmias.- Cela vous surprend ? Eh oui ! On a le droit d'être intelligent et de dépasser les clivages stupides que j'entends encore ici !... *(Applaudissements.)*

Soit c'est cela et je ne sais pas où cela va, de même que personne ici, même si c'est sympathique et même si quelques perspectives sont historiquement un peu dangereuses (mais on y reviendra dans un autre débat)... *(Protestations.)*

Je parle des libertés collectives et autres et c'est ce que j'en pense. Pour le reste, pour défendre ce que nous avons à défendre, notamment les budgets culturels conséquents nationaux et régionaux, cela demande un compromis national et régional conséquent et non pas une division entre une fausse gauche et une fausse droite démocratique ! Excusez-moi, mais il n'y a pas d'autre solution !

Donc soit on a cette insurrection citoyenne, très bien, soit on a ce compromis obligatoire. On peut appeler cela une union nationale ou une union des démocrates si vous le voulez, mais c'est la seule solution et il n'y en a pas d'autre de mon point de vue !

(Quelques applaudissements.)

Sylvain Bourmeau.- Nous prenons trois questions, et nous serons obligés de nous arrêter là, en espérant qu'elles concerneront le spectacle vivant.

Aurélie Filippetti.- Excusez-moi, mais les orchestres et les festivals de musique sont du spectacle vivant. On ne peut pas considérer que la musique est en dehors du spectacle vivant.

Deuxième débat avec la salle

Sylvie Desbois.- Bonjour. Je suis étudiante en études théâtrales et je souhaite vous poser une question sur les publics.

Comme nous avons évoqué un échec de la démocratisation culturelle, pour le dépasser et trouver un équilibre entre l'offre culturelle et l'élargissement de la demande, quelles mesures proposez-vous pour que les théâtres aient les moyens de réaliser les missions de vaste audience et de conquête des publics qui sont dans leur cahier des charges ?

Gérard Bonneau.- Je suis directeur de la scène nationale d'Aubusson et je voudrais vous parler de la périphérie de la périphérie. En effet, on parle toujours d'une première périphérie, mais j'en représente une encore plus lointaine.

Aujourd'hui, dans certaines régions de milieu rural, il n'y a plus de facteurs, plus d'infirmières, plus de cheminots et, bientôt, il n'y aura plus d'enseignants, mais il demeure des artistes, ainsi que des gendarmes et des policiers : c'est le seul service public qui peut rester parfois en milieu rural. Il y a donc des artistes qui créent et ma question est très simple : pouvez-vous vous engager à terminer la décentralisation ?

Ce colloque est organisé par les 70 scènes nationales de France. Cela veut dire que tous les départements n'ont pas une scène nationale. Il faudrait donc au moins que chaque département ait une institution digne de ce nom et que, dans ces institutions, il y ait des artistes en permanence. C'est la présence artistique auprès de tous les habitants de ce pays qui est absolument nécessaire. Etes-vous donc prêts aujourd'hui à terminer la décentralisation théâtrale ?

Philippe Bachman.- J'irai dans le même sens que ce qui vient d'être dit. Nous avons entendu tout à l'heure Marie-Christine Blandin exprimer une réponse claire sur la question fondamentale qui se pose à nous et qui est celle du rééquilibrage entre décentralisation et recentralisation. A cet égard, il est dommage que Franck Riester ne soit pas là, parce qu'on peut parler du Centre Pompidou mobile, mais ce n'est évidemment pas de la décentralisation mais de la recentralisation masquée, avec un système de franchise qui est une double peine puisqu'on fait repayer à la collectivité quelque chose qui a déjà été payé et qui est à Paris. C'est absolument odieux et pernicieux. C'est la forme la plus nouvelle et la plus pernicieuse de la recentralisation et du centralisme à la française dans sa nouvelle déclinaison.

Par conséquent, comme j'ai entendu que Marie-Christine Blandin proposait un gel, je voulais avoir l'avis et le positionnement définitif, sur ce point, des autres représentants des candidats.

Sylvain Bourmeau.- Vous voulez reprendre la parole, Marie-Christine Blandin ? Il me semble que vous avez été claire tout à l'heure.

Marie-Christine Blandin.- Je souhaite simplement répondre aux nouvelles questions qui ont été posées. Sur la démocratisation en panne, je pense qu'il est un peu gros de renvoyer cela aux artistes et aux acteurs des scènes nationales quand, simultanément, on s'aperçoit que nombre de pouvoirs publics et d'élus installent très facilement de l'équipement mais ne veillent pas du tout au financement des équipes, du fonctionnement dans la durée, du chauffage et de tout ce que vous pouvez imaginer, ce qui va de la salle de village jusqu'à des grands équipements.

Chez nous, par exemple, pour compenser des loyers à faire payer, nous avons déménagé une scène de musique pour la mettre dans un lieu qui avait été initié par la commune et qu'il fallait rembourser à coups de loyers très chers. Ensuite, on se retourne vers les acteurs culturels en leur disant : « Vous vous débrouillez mal avec votre gestion ; vous n'y arrivez pas ! »

Par ailleurs, au-delà du débat sur l'équipement et le fonctionnement, je réinsiste sur l'éducation artistique qui est fondamentale : si on n'éveille pas les gens à l'émotion esthétique, au perçu et au goût de l'œuvre collective à l'école, il est évident qu'ils ne seront pas des publics en appétence le lendemain. C'est donc fondamental.

Je dirai un mot sur l'abêtissement par l'audiovisuel : vos salles qui ne sont pas remplies à la hauteur de ce que vous espérez sont le fruit des politiques publiques d'abêtissement, de CSA dévoyé, de publicités avilissantes, d'aliénation totale et de non-éducation à l'image ! Il faut donc que vous ayez cela en miroir.

Enfin, sur le fait de terminer la décentralisation, je reviens à mon idée de départ que je souhaite vraiment vous faire sentir comme un axe fort : oui, mais en prenant en compte le fait que plus de 20 % de la France est bronzé ou black et qu'on ne peut pas continuer à leur tourner le dos ! Quand les amateurs de Molière ou de Sartre me disent : « Vous ne pouvez pas comparer à Orelsan », je leur rappelle quand même qu'il y a Amin Maalouf et Averroès et que, pour susciter l'appétit, comme Chantal Lamarre a dû vous le dire hier, il faut partir du vécu des gens, du local. Pour que tout le monde atteigne l'étoile universelle, il faut quelques marchepieds. Les filles de Dim ou de Levis ont été accompagnées par des artistes et, maintenant, elles vont à Avignon. C'est fondamental.

C'était ma réponse à la démocratisation.

Aurélié Filippetti.- Je ne suis pas sûre d'être d'accord avec la fin de ce que vient de dire Marie-Christine. Je ne suis pas sûre qu'il faille partir du vécu des gens pour les amener forcément à l'universel. Je pense que l'on peut partir de très loin et les ramener vers la réalité qu'ils connaissent aussi : cela peut aller dans les deux sens.

Je pense effectivement que ce spectacle de François Bon sur Daewoo ou sur les filles de Levis sont des choses formidables, mais je pense aussi que l'on peut, par exemple en faisant pratiquer le théâtre dans les écoles et les collèges ou en emmenant des jeunes au théâtre voir des pièces, qu'il s'agisse de Molière ou d'auteurs contemporains, les amener, avec des choses très différentes de leur quotidien, à se construire cet espace de liberté qui est le cadeau que la culture fait à l'homme.

Je pense donc qu'on n'est pas obligé d'avoir cette démarche qui partirait du quotidien pour les gens du peuple et qui irait vers l'universel. Ce n'est pas forcément toujours dans ce sens que cela fonctionne et c'est d'ailleurs pourquoi il faut avoir une diversité des lieux de création et de diffusion sur l'ensemble du territoire, une diversité des créateurs, parce qu'il appartient à chaque créateur, à chaque compagnie de définir sa propre méthode, ce qu'elle a envie de faire et la manière dont elle a envie de travailler, évidemment dans une démarche de création.

Cela me permet de répondre à la question posée par mademoiselle. Ce ne sont pas les artistes qui sont toujours les meilleurs pédagogues de leurs propres pratiques. Certains souhaitent le faire, ce qui est très bien, et il faut qu'ils puissent le faire eux-mêmes, mais je pense surtout que l'on a besoin d'avoir des médiateurs culturels, des passeurs, et que l'accès à la culture étant toujours un passage, ces personnalités intermédiaires peuvent servir de lien, de pont entre le monde de la culture et le monde de l'école et de l'éducation pour donner aux jeunes accès au processus de création, les emmener voir ce qui se passe et ce qui se crée dans les lieux où cela se crée.

L'idée est de faire venir des artistes et des professionnels dans les établissements scolaires, avec notamment une reconnaissance des horaires qu'ils feront dans ces établissements scolaires, des horaires de travail spécifiques en tant qu'artistes, et je pense là aux intermittents du spectacle. Il n'est pas question d'en faire des intermittents de l'éducation, mais de reconnaître que cela fait partie de leur travail et qu'ils demeurent des artistes.

L'idée est aussi d'amener les enfants et les jeunes vers des pratiques artistiques, de les éveiller dès le plus jeune âge : dès la maternelle, on peut faire de l'éveil à la musique, au théâtre, à la poésie, et d'une manière absolument nécessaire aujourd'hui.

Jean-Luc Bennahmias.- Il n'y aura, quel que soit le président élu dans quelques semaines — et j'espère que ce ne sera pas le même qu'aujourd'hui — pas plus de budget pour la culture. Tous ceux qui vous font des promesses à ce niveau vous mentent totalement ! C'est absolument impossible vu les finances publiques telles qu'elles sont aujourd'hui.

Par contre, on peut maintenir ce qui se fait à un haut niveau, le faire savoir et le valoriser encore et encore. C'est cela qui est possible, mais il n'y aura pas de budget supplémentaire. Cela n'existera pas ! Il n'est pas né pendant la campagne présidentielle. La crise économique et la crise financière ne sont pas terminées ! Tout cela, c'est du bidon ! Vous pouvez le croire, mais vous ne le croirez pas longtemps et vous serez alors extrêmement mécontents à la sortie de ces présidentielles !

Dans ce cadre, la seule chose à faire est de se battre ensemble pour maintenir ce que nous avons, l'améliorer et le valoriser.

Michel Oriet.- Sans budget, c'est difficile. C'est une promesse du même type que des promesses inatteignables ou plutôt il s'agit là d'une injonction paradoxale. Dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de budget mais qu'on va maintenir, développer et améliorer, c'est du baratin, Jean-Luc, je suis désolé !

(Applaudissements.)

Jean-Luc Bennahmias.- Non, pas du tout, désolé !

Michel Oriet.- On ne fait pas de politique, on est sur le terrain, ok ? On sait ce que représente le fait de payer un acteur, de payer des charges derrière, de faire travailler des équipes et de faire en sorte que l'intermittence ne se casse pas la gueule ! A la limite, va au bout de ton discours en disant : « Il n'y a pas de budget, ça va descendre ! », mais ne dis pas : « Il n'y a pas de budget, mais on va continuer et améliorer les choses ». On ne peut plus entendre cela ! Ce n'est pas possible !

Jean-Luc Bennahmias.- Excuse-moi, mais je ne peux pas entendre cela non plus !

Alain Hayot.- Je peux y aller ? Je représente un candidat, Jean-Luc Mélenchon; qui est sans doute le seul qui n'accepte pas de faire de la dette publique la priorité de l'action gouvernementale et qui considère qu'il y a de l'argent aujourd'hui, comme nous en avons fait la démonstration puisque, contrairement à ce que disait *Le Monde* hier, nous l'avons chiffré et nous sommes capables de produire des chiffres. Donc non seulement nous ne disons pas que ce sera à moyens constants, mais nous proposons purement et simplement, puisque la culture rapporte 4 % de la richesse nationale, du PIB, plus que l'industrie automobile (il y a plus d'emplois dans la culture aujourd'hui que dans l'industrie automobile), qu'au cours du quinquennat, la gauche s'engage à consacrer 1 % du PIB à la dépense publique consacrée à la culture. En clair, cela implique le doublement, en cinq ans, du budget de la dépense publique générale consacrée à la culture, et non pas seulement du budget du ministère.

Maintenant, je vais dire un tout petit mot sur ce qui vient d'être dit. La question n'est pas qu'une affaire de moyens mais de sens et, comme je l'ai dit en commençant, l'un des trois grands axes du Front de gauche, c'est une nouvelle ambition pour ce qu'on appelait auparavant la démocratisation et que nous voulons appeler la démocratie culturelle, parce que nous considérons que la gauche ne peut plus se fixer comme mission d'apporter la culture au peuple et parce que le peuple n'est pas privé de culture mais de parole. Nous voulons donc redéfinir les rapports de l'art à la société.

De ce point de vue, nous voulons effectivement des moyens nouveaux, mais en leur donnant une mission. Certes, j'ai entendu tout à l'heure que les cahiers des charges des CDN, des scènes nationales et autres structures, notamment les scènes régionales, ont cette mission inscrite mais, dans la réalité, certaines l'accomplissent et d'autres ne le font pas. Nous voulons donc redéfinir cette affaire et redonner l'ambition politique de ce que j'ai appelé le partage du sensible, que l'on peut appeler le partage de l'imaginaire ou le partage des métaphores, parce qu'il est aussi important aujourd'hui de passer par l'imaginaire que par la connaissance pour que les individus s'épanouissent et s'émancipent.

Il faut donc clairement dégager des moyens, en particulier dans le partenariat entre l'Etat et les collectivités, pour achever la carte. Je suis un élu d'un département où il y a deux scènes nationales, dans une région où il y a en tout quatre scènes nationales pour six départements, plus une quinzaine de scènes régionales financées pour beaucoup par la région avec très peu d'aides de l'Etat. Je suis donc pour que l'on reparte à l'assaut de cette affaire mais aussi que les cahiers des charges nous permettent

non seulement de lutter contre la précarisation des artistes et des compagnies (nous proposons un plan de ce point de vue), mais, de surcroît, que l'on ait aussi une réflexion sur le travail hors les murs.

Nous voulons donner des moyens à tous ceux qui sont dans les territoires aujourd'hui et qui ont des rapports aux populations (les arts de la rue, le théâtre, le cinéma, la musique, la danse, etc.), de pouvoir non seulement avoir un travail dans l'équipement pour participer à l'élargissement des publics, à l'élargissement du cercle des connaisseurs, comme le disait Brecht, mais aussi d'aller beaucoup plus loin. La demande culturelle a changé ; le rapport des jeunes à la culture a changé ; il y a le numérique et toute une série de choses qui font que, par exemple, le rap n'est pas né dans les équipements culturels. Il faut donc que nous soyons capables (et je ne culpabilise ni les scènes nationales, ni les CDN) de donner non seulement l'ambition politique mais aussi les moyens de sortir des équipements et de faire en sorte que les pratiques culturelles irriguent.

Je répète que la question n'est pas simplement d'apporter la culture, mais aussi de passer par la diversité culturelle qui existe et de créer les conditions d'une appropriation des ressources artistiques et culturelles qui existent chez les artistes et les créateurs mais aussi dans la population.

Sylvain Bourmeau.- Comme vous pouvez le constater, je n'ai pas été en mesure d'obtenir des réponses suffisamment brèves. Nous avons dépassé d'une demi-heure le temps qui nous était imparti et je suis désolé d'être obligé d'en rester là. Je vous remercie tous de votre participation.

Michel Orier.- Quelques mots pour conclure. Je commencerai par vous remercier de votre fidélité pendant cette journée et demie. Beaucoup de choses, en particulier dans la journée d'hier, sont sorties dans ce dialogue qui a eu lieu entre les artistes, les directeurs de salle, les chercheurs et les universitaires qui étaient là. Comme tout a été pris en sténotypie, nous pourrions mettre sur le site le plus rapidement possible la teneur des différents débats.

Enfin, même s'il est toujours compliqué de terminer un dialogue que l'on aimerait plus long et plus fécond, je pense que, dans les jours et les semaines qui viennent, il y aura d'autres occasions de le poursuivre. En tout cas, nous avons tous témoigné, durant cette journée et demie, de l'engagement de l'ensemble des réseaux de la décentralisation à poursuivre ce travail qui est de faire de la création une question vraiment publique, une question républicaine. Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que nous serons tous évidemment extrêmement vigilants pour que cette ambition puisse continuer à vivre sur l'ensemble du territoire français.

Merci à tous et à toutes.

(Applaudissements.)

Appel de Jean-Paul Angot à signer la pétition en faveur du développement qui est en ligne sur le site du syndicat.

Fin du débat : 13 h 00.